N° 002 | Avril - Juin 2015

ONU FEMMES

MALI MUSOW
Les Femmes du Mali

FEMMES, PAIX & SÉCURITÉ

Focus Spécial :
Partenariat ONU Femmes - Japon :
1 million USD au profit des Femmes de Gao

Adoption du 2ème Plan d'Actions National de la Résolution 1325 (2000)

Une vue de la salle lors de la cérémonie de validation du Plan d'Actions National R1325. *Crédits : C. Bah | ONU Femmes*

Le Mali a adopté son deuxième Plan d'actions National pour la mise en œuvre de la Résolution 1325 (2000) du Conseil de Sécurité des Nations Unies à la suite de deux jours d'atelier qui ont eu lieu les 27 et 28 mai 2015 au Centre Aoua Keita de Bamako. Ce plan triennal, adopté pour la période 2015-2017, s'articule autour de cinq (05) axes prioritaires: Prévention des conflits et des violences basées sur le genre; Protection et réhabilitation des victimes; Participation et représentation; Promotion du genre et autonomisation des femmes; Coordination et suivi-évaluation des activités.

Réunies, sous le Leadership du Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille du Mali, soixante-cinq(65)femmes venues des diverses régions du Mali, leaders d'organisations de la Société civile œuvrant dans le domaine de la Paix et de la Sécurité ont eu la lourde tâche de réfléchir et de dégager les actions et mécanismes nécessaires pour la pleine participation des femmes dans les processus de gestion des conflits, et de consolidation de la paix et de la réconciliation nationale. ONU Femmes et ses Partenaires Techniques et Financiers, notamment les Pays Bas et la MINUSMA ont appuyés l'initiative.

Validé à un tournant de l'histoire du Mali, avec la signature de l'Accord de Paix le 20 mai et son parachèvement le 15 juin 2015, ce second plan est le fruit d'une longue consultation entre toutes les parties prenantes de la problématique genre, paix et sécurité. Il représente donc la consécration pour une plus grande représentativité et implication de la femme dans tous les processus et instances de décisions pour la consolidation d'une Paix durable au Mali. En effet, le 28 mai représente la clôture d'un processus qui avait démarré depuis avril 2015, avec l'atelier d'actualisation (les 07 et 09 avril 2015) du premier Plan d'Actions National adopté en 2011 pour la période 2012-2015.

C'est, fort de cette expérience, que le Mali a validé ce 2ème plan national, élaboré à la suite du vécu, tenant compte de l'expérience de la crise multidimentionnelle que le pays a connu depuis 2012 et les leçons apprises dans la mise en œuvre du premier.

Le Représentant Résident de ONU Femmes avec l'Ambassadeur des Pays Bas S.E. Maarten Adrian Brouwer lors de la cérémonie d'ouverture de l'atelier. *Crédits : ORTM / Maliweb*

Pour assurer le maximum de réussite dans la mise en œuvre de ce 2ème Plan d'Actions National de la Résolution R1325, ONU Femmes en collaboration avec ses Partenaires Techniques et Financiers accompagnera le Gouvernement du Mali, à travers le Ministère de la Promotion de la Femme de l'enfant et de la famille à la mise en place d'un mécanisme d'Appui. Nous y reviendrons davantage dans notre prochain numéro.

Article rédigé avec la contribution de Bonco Camara, stagiaire Paix et Sécurité ONU Femmes

EDITORIAL

Chers Partenaires, Chers Lectrices, Chers Lecteurs

Dr Maxime Houinato *Crédits : C. Bah*

Le deuxième trimestre 2015 a consacré le début du retour tant attendu de la Paix au Mali. Une Paix que nous espérons durable avec la pleine et entière participation des femmes dans les différents processus de réconciliation, de dialogue, de réinsertion, de réhabilitation et de relèvement socio-économique post-crise .

Après, la pose symbolique des premiers jalons par la signature de l'Accord de Paix le 15 mai et son parachèvement le 20 juin 2015, nous nous attendons tous à une laborieuse période de mise en œuvre, avec des mécanismes de suivi et évaluation, et le soutien de l'ensemble de la communauté internationale.

Pour ONU Femmes, il s'agira de continuer à accompagner les autorités maliennes pour la prise en compte effective de la dimension genre dans tous les aspects du Processus de Paix. Garantir la participation inclusive des femmes à toutes les étapes et différents mécanismes de consolidation de la paix et la gestion durable de la crise multidimensionnelle que le Mali vit 2012, et ce conformément à l'esprit de la Résolution 1325 (2000) du Conseil de Sécurité des Nations Unies.

Ce deuxième trimestre a été particulièrement actif pour ONU Femmes Mali, où plus de 50% de nos activités ont porté sur les initiatives de préparation et de soutien pour l'implication et la participation active des femmes aux différents processus de dialogue, de réconciliation et de gestion des conflits.

Ainsi, dans ce numéro de Mali Musow, vous trouverez d'amples informations sur le chantier de l'adoption du deuxième Plan d'Actions National de la Résolution 1325. Un plan triennal (2015-2017) dont le Ministère de la Promotion de la Femme de l'Enfant et de la Famille coordonnera la mise en œuvre avec l'appui technique de ONU Femmes et ses partenaires.

Au niveau des collectivités, nous avons également procédé en partenariat avec le Royaume du Japon, au démarrage des activités du Programme d'«Appui aux initiatives communautaires de Réconciliation et de Relèvement Economique Post Crise » dans la Région de Gao. Vous en lirez davantage sur les différents projets à impact rapide qui seront mis en œuvre les prochains mois par les différents partenaires d'exécution, ainsi que ceux présentement en cours dans votre rubrique trimestrielle «Echos des Régions ».

Poursuivant notre mandat global de renforcement des capacités des femmes maliennes sur tous les fronts, nous avons également renforcé nos cadres de collaboration avec d'autres départements sectoriels tels les ministères de la Défense, de la Justice et de la Sécurité Intérieure en plus des activités menées par les structures décentralisées de l'Administration territoriale dans le cadre de nos programmes de Budgétisation sensible au Genre et l'Appui à la participation politique de la Femme. La malienne, femme battante, qui ne cesse de nous surprendre par son courage et son dynamisme, est illustrée à travers le portrait de quelques braves dames qui ont choisi d'évoluer dans des secteurs innovateurs tels que les Mines et l'Armée.

Tout en vous souhaitant bonne lecture, nous réitérons nos vœux les plus ardents pour le retour d'une paix durable dans un Mali égalitaire respectueux des droits fondamentaux de tous ses fils et ses filles.

Très cordialement,

Dr. Maxime Houinato

DANS CE NUMÉRO

Adoption du Plan d'Actions National de la Résolution 1325 (2000)	2
Partenariat ONU Femmes / Japon	4
Collaboration Gouvernementale	6
Genre & Aide au Développement	8
Mini «Conseil d'Administration»	10
Femmes & Participation Politique «Musow aw ka Waati Sera!»	11
Genre & Forces de Défenses et de Sécurité	12
Rencontre avec une femme militaire	13
Café Genre : « Musow Bulon»	17
Genre & Développement Local	24
Echos des Régions	25
VIP Genre	36
Lutte contre les VBG	37

Le Japon rejoint le groupe des PTFs qui supportent ONU Femmes et le Mali pour l'appui aux femmes et filles affectées par le conflit Malien. Ce partenariat va appuyer les initiatives communautaires de réconciliation et de relèvement économique des femmes en période post crise.

Vue d'ensemble du Présidium lors de la cérémonie de lancement. *Crédits : ONU Femmes*

C'était le vendredi 26 juin à l'Hôtel Radisson Blu de Bamako que Son Excellence, Monsieur Akira MATSUBARA, Ambassadeur du Japon et Dr. Maxime Houinato, Représentant Résident de ONU Femmes au Mali ont annoncé officiellement leur partenariat pour promouvoir la prise en compte effective de la dimension Genre dans la consolidation de la Paix, la réconciliation nationale et le relèvement économique du Mali post crise. La cérémonie qui était présidée par le Ministre de la Sécurité Intérieure, et de la Protection Civile - représenté par M. Azer Kamaté – a réuni plusieurs acteurs de la Société Civile malienne, les éléments des forces de Sécurité, les partenaires techniques et financiers de ONU Femmes, la MINUSMA et l'OIM (l'Organisation des Nations Unies pour les Migrations).

Afin de consolider les acquis et étendre l'étendue des activités au profit de la participation effective des femmes dans le processus de Paix et de Réconciliation, ONU Femmes a initié un programme d' «Appui aux initiatives Communautaires de Réconciliation et de Relèvement Economique des Femmes en Période Post-Crise ». Plusieurs partenaires dont les Pays Bas, la Suède, l'Espagne, ont déjà marqué leur soutien aux femmes en finançant ces initiatives dans toutes les régions affectées par le conflit. Dans le cadre de sa coopération économique, non remboursable en faveur du peuple malien, le Royaume du Japon, à travers sa Représentation Diplomatique s'est engagé à soutenir la première phase du projet. Il s'agit d'un financement d'un million de dollars USD (environ 490 millions de FCFA) qui sera utilisé au profit des femmes de la région de Gao.

La promotion d'une « société où les femmes excellent » est un engagement du Premier Ministre Japonais, S.E. Shinzo ABE ; pour l'Ambassadeur Akira Matsubara le programme de ONU Femmes répond parfaitement à cet engagement, d'où leur soutien. Pour le Mali, particulièrement la région de Gao, il s'agit de créer, dans un environnement post crise, des conditions pour une véritable réconciliation en facilitant l'accès des femmes aux moyens de production et aux ressources économiques.

S'exprimant aux noms des partenaires d'exécution, Mme. Doucouré Marietou Diaby, la Directrice de Acord Mali, l'une des quatre organisations qui accompagneront ONU Femmes dans la mise en œuvre du projet, déclara que le programme apportera des réponses multiformes pour favoriser : (i) la participation effective des femmes dans les mécanismes locaux de prévention et de consolidation de la paix, (ii) l'accès des femmes affectées par le conflit aux moyens de production et aux ressources économiques, (iii) l'information des femmes en matière de citoyenneté et d'éducation à la médiation et (iv) un environnement sécuritaire pour les femmes victimes de violences basées sur le Genre et autres violations des droits de l'homme et faciliter leur accès aux services de la police et de la justice. En plus de l'Agence pour la Coopération, la Recherche et le Développement (ACORD), les trois autres

partenaires de mise en œuvre sont: la Police Nationale, l'Association Malienne pour la Protection et de Développement de l'Environnement au Sahel (AMPRODE SAHEL) et le Groupe de Recherche, d'Etude, de Formation Femme-Action (GREFFA).

Photo de famille. *Crédits : Sékou Traoré | ONU Femmes*

Depuis l'éclatement de la crise en 2012, ONU Femmes œuvre à côté du Gouvernement du Mali pour le respect et la sauvegarde des droits fondamentaux des femmes et des jeunes filles. Aussi, plusieurs initiatives ont été menées avec les départements sectoriels tels que le Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille, les Forces Armées et de Sécurité ainsi que le Ministère de la Justice pour une plus grande implication des femmes, leur participation effective et leur protection en situation de conflit et de post-conflit. Les questions économiques, de réinsertion et réintégration sociale doivent être des parties intégrantes à tout mécanisme de résolution de conflit afin de garantir plus d'impact et de pérennité aux initiatives de Paix & Sécurité, particulièrement dans la prise en compte de la dimension Genre. Assomption soutenue par le Représentant de l'OIM au Mali – M. Bakary Doumbia, également présent à la cérémonie qui salua la pertinence du Programme et annonça le lancement prochain d'un autre programme financé par le Japon en faveur des migrants. Toutes ces préocupations ont été intégrées dans le Plan d'Action National de mise en oeuvre de la Résolution 1325 du Conseil de Sécurité des Nations Unies.

Réitérant ses remerciements à l'endroit du Japon et du Gouvernement du Mali, le Représentant Résident de ONU Femmes, Dr. Maxime Houinato a remercié les nombreux partenaires techniques et financiers, les leaders de la société civile malienne, et le Gouvernement du Mali qui étaient tous représentés nombreux à la cérémonie.

ONU FEMMES ACTU : Quoi de Neuf ?

Visites du Représentant Spécial et de la Représentente Spéciale Adjoint du Secrétaire général des Nations Unies

S.E. Hamdi Mongi (milieu, 2ème rangée) avec l'Equipe de ONU Femmes Mali. *Crédits : C.BAH | ONU Femmes*

Le leadership du Système des Nations Unies au Mali a changé cette année, avec la nomination d'un nouveau Représentant Spécial du Sécretaire Général des Nations Unies Sous-Sécretaire Général (SRSG) : S.E. Hamdi Mongi, Chef de la MINUSMA et la nomination d'une Représentente Spéciale Adjointe, Coordinatrice Humanitaire et Coordinatrice Résidente (DSRSG/RC/HC) : S.E. Mbaranga Gasarabwe.

Les deux nouveaux Chefs ont effectué séparément une visite de courtoisie au personnel d'ONU Femmes. Une occasion unique qui a permis au Représentant Résident, Dr. Maxime Houinato, de présenter l'équipe Pays à l'équipe Pays ainsi que ses programmes.

S. E. Madame MBARANGA GASARABWE (Droite, 1ère rangée) lors de sa visite dans les bureaux de ONU Femmes
Crédits : C. Bah | ONU Femmes

ONU FEMMES – Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille : Un Partenariat fort au Niveau Local

Mme Sangaré Oumou Bah, Ministre de la Promotion Femme de la Femme, de l'Enfant et de la Famille (MPFEF)
Crédit : C. Bah | ONU Femmes

Le Ministère de la Promotion de la Femme de l'Enfant et de la Famille est le partenaire institutionnel privilégié de l'Entité des Nations Unies pour l'Egalité des Sexes et l'Autonomisation de la Femme (ONU Femmes). Dans ce cadre, ONU Femmes et ses partenaires d'exécution appuient les efforts du Gouvernement malien sur le terrain. Ainsi, toute initiative d'ONU Femmes ou de ses partenaires a pour point de départ une information et une participation de l'administration locale mais également des Directions Régionales de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille et leurs services locaux dans les cercles concernés par les projets. C'est dans ce sens que des instructions ont été données par le Représentant Résident de ONU Femmes et la Ministre de la Promotion de la Femmes de l'Enfant et de la Famille pour améliorer encore plus cette collaboration et la doter d'outils efficaces de coordination et de rapportage vers le haut.

Dans cette rubrique, nous vous offrons un état des lieux de ce partenariat agissant au niveau local, au profit des femmes et des communautés maliennes.

AMPRODE Sahel : Tombouctou, Goundam et Dire

Pour la région de Tombouctou, ONU Femmes évolue avec deux partenaire: AMPRODE Sahel qui a en charge de faciliter l'appui économique à 350 femmes à Mopti, 350 femmes à Tombouctou et 300 femmes à Gao pour le relèvement des activités génératrices de revenus et la participation des femmes au processus de consolidation de la paix au niveau de Tombouctou, Diré et Goundam ; et l'Association Subaahi Gumo qui intervient dans 7 communes du Cercle de Diré dans le cadre de l'appui économique à 360 femmes qui seront organisées au sein de 18 coopératives. Pour le démarrage des activités, le Coordinateur Régional de AMPRODE Sahel a tout d'abord rendu visite à la Directrice Régionale de la Promotion de la Femme de Tombouctou pour lui remettre sa lettre d'introduction et le document de projet de AMPRODE Sahel au niveau de la région. La rencontre a permis au Coordinateur de donner des explications sur les stratégies de mise en œuvre du projet. La même démarche a été faite par le Coordinateur au niveau des responsables de la Direction régionale du Développement Social et de l'Economie Solidaire, la Mairie et de la sous-préfecture Centrale ainsi qu'auprès des organisations féminines de la localité. Pour la remise des fonds aux bénéficiaires au niveau de Tombouctou, la Direction régionale était représentée par le Chef de Division promotion de la Femme et pour la supervision semestrielle par le Chef de la Division Enfant.

Au niveau déconcentré

Des membres de l'équipe de supervision auprès d'une bénéficiaire. *Crédits : Sékou Traoré | ONU Femmes*

Au niveau des cercles de Goundam et de Diré le même processus a été observé par les Conseillers de l'ONG AMPRODE Sahel à l'endroit des Chefs de Service Locaux de la Promotion de la Femme de l'Enfant et de la Famille comme stipulé dans les contrats de travail qui lient ONU Femmes à ces partenaires afin de pérenniser nos actions sur le terrain à travers l'ancrage institutionnel.

C'est dire que pour bénéficier de l'appui et des orientations du Ministère, la Direction Régionale de la Promotion de la Femme à Tombouctou a été informée de l'identification des bénéficiaires qui a été menée avec le Développement Social, la Mairie et l'ONG en question. Après cette identification, la Direction a pris part aux activités de l'ONG dans la remise des fonds aux bénéficiaires qui était sous sa présidence.

Photo de famille à la DRPFEF avec GAAS Mali, AMPRODE Sahel, FCI Mali et ONU Femmes et les agents de la DRPFEF

En plus l'ONG a fourni tous les rapports d'activités qui retracent l'évolution des activités du partenaire à la Direction régionale.

Quant au niveau local, Diré et de Goundam, les activités ont été présidées par les Chefs de Services Locaux de la Promotion de la Femme de l'Enfant et de la Famille en compagnie des Chefs de service du Développement Social et de l'Economie Solidaire, de la municipalité. Elles ont aussi participé à l'identification des bénéficiaires dans leur zone respective, à la remise des fonds aux bénéficiaires et aux différents suivis des activités. Les ONG de mise en œuvre apprécient ce soutien, preuve de la synergie entre les actions du gouvernement et leurs interventions.

Dans le document de projet de AMPRODE Sahel, une supervision trimestrielle doit se faire au niveau de la région par le partenaire accompagné de la Mairie, du Développement Social. Une autre supervision semestrielle est prévue par le partenaire en compagnie de la Direction régionale. Cette supervision s'est tenue en fin juin avec la participation du coordinateur national de AMPRODE Sahel qui a d'abord fait une rencontre avec la Directrice Régionale de la Promotion de la Femme de l'Enfant et de la Famille de Tombouctou avant de faire le tour des autres autorités de la région. Il était en compagnie du Chef de Division Enfant de la DRPFEF, du représentant de la Mairie. Ils ont participé à des séances d'animation et de sensibilisation au sein de certains groupements et procédé à des visites auprès des bénéficiaires dans leurs lieux d'activités.

Association SUBAAHI GUMO (ASG) : commune de Diré, commune de Kondy, commune de Timdima, commune de Haibougo

Cette ONG partenaire de ONU Femmes évolue dans sept (07) localités du cercle de Diré. Une de ses activités était d'identifier les 360 bénéficiaires du projet et les organiser en associations coopératives. Le Coordinateur du projet dans sa phase d'introduction a pris attache avec le Chef de Service Local de la Promotion de la Femme, du Développement Social, du Conseiller de AMPRODE Sahel à Diré et de la Mairie pour l'identification des bénéficiaires et la validation des listes dans chacune des commune.

Région de Mopti

ONU Femmes intervient dans cette région à travers cinq (05) partenaires, à savoir : AMPRODE Sahel, GAAS Mali, FCI Mali, ODI Sahel et l'APDF.

AMPRODE Sahel est dans l'assistance économique des femmes affectées par la crise au niveau de Douentza, Tenenkoun et Mopti au profit de 350 femmes identifiées et appuyées par des fonds de relèvement économique pour le développement des AGR.

GAAS Mali intervient dans l'information et la sensibilisation des populations dans la lutte contre les violences basées sur le genre et la lutte contre le VIH et le Sida dans les sept (07) communes du cercle de Douentza et ses 69 villages.

FCI Mali évolue dans les cercles de Mopti et Douentza pour la prise en charge psychosociale, médicale des survivantes de violences basées sur le Genre (VBG) à travers des unités de prise en charge intégrées au Centre de Santé de Référence de Douentza et au sein du siège de l'ONG en attendant la construction d'une unité au sein de la Maison de la Femme de Mopti.

ODI Sahel intervient à Konna pour la prise en charge médicale et psychologique des survivantes de VBG à travers une unité de prise en charge intégrée au CSCOM de Konna.

L'APDF intervient dans le cadre de la prise en charge et la protection à travers un centre d'accueil et d'hebergement des victimes de violences basées sur le Genre, des femmes et des filles démunies et des filles déscolarisées.

Les femmes devant la case de la paix de Gao dans l'enceinte de la Maison de la Femme

► ... lire la suite en page 31

ONU Femmes renforce ses Partenaires Techniques et Financiers sur les Concepts Genre et Égalité des sexes

Les mardi 02 juin et jeudi 04 juin 2015, le siège de la Représentation de l'ONU Femmes au Mali a abrité des sessions de formation à l'endroit de nombreux de ses partenaires techniques et Financiers. Les modules qui visaient essentiellement à renforcer la compréhension du Concept Genre dans les programmes de développement et la Coordination des questions de Genre dans l'aide publique étaient facilités en personne par Dr. Maxime Houinato, Représentant Résident.

Une vue partielle des participant à la session du 02 Juin. *Crédits : G.C.Haidara | ONU Femmes*

A travers ces formations qui ont enregistré la participation d'institutions diplomatiques, de coopérations bilatérales et d'agences de développement, ONU Femmes visait à la consolidation du cadre de partenariat avec ses partenaires stratégiques en renforçant leurs compétences sur les questions GENRE d'une manière générale et particulièrement dans le cadre des programmes de développement et d'aide publique.

Pour le Dr. Houinato, ONU Femmes de par son mandat normatif, d'Agence onusienne en Charge de la Coordination mondiale des questions GENRE et d'Egalité des sexes, se doit de partager, former et informer sur les contours macro et micro du Genre et leur intégration dans les planifications des programmes et d'aide publique au développement. L'objectif recherché étant une certaine harmonisation du niveau de connaissance de ses partenaires techniques et financiers en matière de Genre et d'Egalité Hommes/Femmes. Il s'agissait d'outiller les Chefs d'Agences de Coopération et des Représentations Diplomatiques sur le Genre, afin qu'ils puissent mieux l'intégrer mais surtout désormais exiger sa prise en compte effective dans les différents programmes bénéficiant de leur financement.

C'est en application à l'adage qui nous dit que : « La charité bien ordonnée commence par soi-même? » qu' ONU Femmes a tenu à renforcer la capacité de ses propres Partenaires Techniques et Financiers (PTFs) sur les concepts Genre et Égalité des sexes. PTFs dont les contributions permettent la mise en œuvre de ses Programmes.

Comment assurer la pérennité de ce cadre de collaboration quand les partenaires ne sont pas informés et formés sur les questions transversales que constituent les Concepts du Genre et d'Egalité des Sexes? Comment garantir le soutien des bailleurs pour le financement des programmes visant à soutenir l'Egalite hommes/femmes s'ils ne sont pas en mesure d'en appréhender la pertinence? Quelles stratégies pour exiger une prise en compte effective et efficience du Genre dans les programmes et aides au Développement financés par les bailleurs? Ce sont autant de questions auxquelles les modules présentés lors des sessions ont apporté des réponses aux représentants d'institutions représentées telles que : l'Union Européenne, l'Ambassade de Belgique, l'Agence Française de Développement, l'Ambassade de France.

Les formations ont débuté par les mots de bienvenue et de remerciements du Représentant Résident à l'endroit des participants pour leur soutien indéfectible aux femmes, et leur intérêt accru pour l'amélioration et l'efficacité de leurs interventions, par la prise en compte efficace du Genre dans les Programmes et Aides au Développement. Les présentations qui ont porté sur les explications du Concept Genre, les notions de différence entre Genre et Sexes sous multiples angles à la fois conceptuelle et analytique, ont également couvert une analyse Genre de la Déclaration de Paris sur l'Efficacité de l'Aide au Développement.

Des analyses d'ordre philosophiques portant sur

les dimensions masculines du féminisme, le rôle des hommes dans le combat pour l'Egalite des Sexes ; les pesanteurs culturelles ; les questions relatives à la productivité de l'Egalite des sexes et sa contribution au développement d'une nation sont autant de questions qui ont animé les échanges.

Aussi, les thématiques relatives aux concepts Genre et Cycle de programmations via les outils et les cadres d'analyses ont également été abordées. Des précisions ont également étaient faites par rapport à la différenciation entre indicateurs Genre et Indicateur D'Egalité entre les sexes. Les Projets de développement se limitant souvent aux indicateurs Genre en ignorant souvent ceux mesurant les écarts hommes femmes, c'est-à-dire, comment un sexe progresse par rapport à l'autre.

Les deux principaux index, introduits par les Nations Unies en 1995 et internationalement utilisés depuis pour mesurer l'Inégalité ont aussi été présentés, à savoir : ISDH et d'IPF. L'Indice Sexo-spécifique du Développement Humain (ISDH) est un indicateur statistique se rapprochant de l'Indice de développement humain (IDH) en tenant compte des inégalités entre hommes et femmes. Il considère les critères tels que l'espérance de vie à la naissance des populations féminines et masculines, le taux d'alphabétisation et de scolarisation des hommes et des femmes et la part estimée des revenus du travail pour les hommes et les femmes. Quant à L'Index de Participation des Femmes (IPF), il mesure l'équilibre entre hommes et femmes dans trois domaines clés: **1**) participation politique et l'accès au pouvoir, **2**) l'Accès aux instances et décisions économiques et administratives et **3**) les revenus des femmes par rapport à ceux des hommes. Aux cœurs des échanges les participants n'ont pas manqué de féliciter l'initiative de ces formations et mentionner la richesse du contenu qui leur a permis de se mettre à jour sur certaines notions du Genre et du Concept d'Inégalité des Sexes.

Nombre des participants se sont réjouis de cette opportunité offerte ; pour eux, il s'agira désormais d'être plus « genre sensitive » dans la programmation et le financement des projets de développement, s'assurer encore plus que l'aide publique au développement profite aux hommes et aux femmes de façon équitable, juste et équilibrée. Pour une meilleure synergie d'actions et un impact rapide, les participants ont émis le vœu d'étendre ces sessions de formation à un plus grand nombre de partenaires. Pour certains, des sessions individuelles propres aux Agences pourront être organisées afin d'une meilleure harmonisation et compréhension des principaux acteurs. Pour certaines Représentations diplomatiques, le souhait est de pouvoir offrir cette formation non seulement pour les Chargés aux Programmes mais également à l'endroit des organisations de la société civiles (ONG) bénéficiant de leur financement pour assurer un Gender Streaming efficace et efficient dans l'élaboration et la mise en œuvre des programmes de Développement. Toutes choses que le Représentant Résident de ONU Femmes s'est engagé à poursuivre dans les mois à venir.

Représentants des Ambassades de Belgique et de France. *Crédits : C. Bah | ONU Femmes*

ONU Femmes a la rencontre des États membres de son Conseil d'Administration ayant une Représentation Diplomatique au Mali

Le vendredi 05 juin 2015 les missions diplomatiques au Mali, représentants les états qui sont membres du Conseil d'Administration de ONU Femmes au niveau mondial, ont répondu présents à l'invitation du Représentant Résident de ONU Femmes. Une opportunité pour Dr. Maxime Houinato, à la tête de l'Equipe Pays de ONU Femmes, de solliciter leur soutien au mandat de l'Agence.

Une vue partielle des participants lors de la Rencontre. *Crédits : G.C.Haidara | ONU Femmes*

ONU Femmes, l'Entité des Nations Unies pour l'Autonomisation des Femmes et l'Egalité des Sexes, est régie au plan international par des organes inter gouvernementaux tels que l'Assemblée Générale, le Conseil Economique et Sociale (ECOSOC), et la Commission de la Condition de la Femme (CSW). Ces organes qui ont en charge l'élaboration de normes et les orientations générales, sont appuyés par le Conseil d'Administration qui a en charge l'orientation des actions et les activités opérationnelles de l'Agence en appui à la Directrice Exécutive.

Composé de quarante-et-un (41) pays élus pour un mandat de trois (03) ans par l'ECOSOC, le Conseil d'Administration (CA) de ONU Femmes a un Bureau composé d'un(e) Président(e) et de Quatre Vice- Présidents(es). Les membres du CA sont répartis selon les régions suivantes : Afrique (10), Asie et Pacifique (10), Europe de l'Est (4), Amérique latine et Caraïbes (6) et Europe de l'Ouest et autres Pays Contributeurs (11). Sur les 41 Pays Membres, Seize (16) sont représentés au Mali.

Pour la Représentation de ONU Femmes au Mali, il s'agissait donc de nouer formellement le contact avec ces 16 Etats en vue de présenter les Programmes de l'Institution au Mali, ses domaines d'intervention et échanger sur l'Avancée de l'Agenda Genre et l'Egalité des sexes au Mali

Souhaitant la bienvenue à ses hôtes de marque, le Représentant Résident de ONU Femmes au Mali, Dr Maxime Houinato a remercié les Représentants du CA pour leur présence, témoignage éloquent de leur engagement pour le Genre, la problématique de l'Egalité hommes/femmes et les questions d'autonomisation des Femmes. Il a profité pour exposer les différents axes programmatiques du Plan Stratégique ONU Femmes pour l'année 2015-2017 et solliciter l'accompagnement des Administrateurs représentés au Mali dans la mise en œuvre des priorités gouvernementales eu égard au Plan Cadre des Nations Unies.

Aussi, vu le contexte de post crise que connait le Mali, qui a inopportunément entrainé des violations massives et des violences multiformes particulièrement à l'égard des femmes, ONU Femmes a tenu à partager avec ses hôtes le deuxième Plan d'Actions National de la Résolution 1325 validé par le Gouvernement du Mali, à travers le Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille, et solliciter l'accompagnement Technique et Financier des Etats dans le cadre de la coopération bilatérale et multilatérale. Dr. Houinato, a également informé les participants de l'appui de ONU Femmes par l'établissement d'un « Basket Fund » pour son financement.

Les discussions ont également porté sur les grands évènements et Campagnes Mondiales de l'Organisation, tels que la Campagne HeForshe , Beijing+20 , StepItUp et les 16 jours d'Activisme contre les violences basées sur le Genre pour appeler à une plus grande mobilisation des participants dans le cadre de l'appui, conseil, et du plaidoyer politique.

Les représentants des états administrateurs ont félicité l'initiative de la rencontre qui a été charactérisée de « première du genre » dans le cadre de la collaboration multilatérale déconcentrée entre ONU Femmes et les Représentations diplomatiques des Etats membres du CA.

► **... lire la suite en page 23**

« Musow aw Ka Waati Sera ! » : Plaidoyer pour une plus grande représentation & participation politique des Femmes

En tant que Lead de l'appui de la Communauté Internationale aux processus électoraux au MAli, le PNUD a donné la main à ONU Femmes et ses partenaires pour accélérer les progrès vers plus de participation des femmes aux prises de décision et au leadership politique.

- ***Quels sont les facteurs qui empêchent les femmes de réussir en politique?***
- ***Quelles sont les barrières du système électoral?***
- ***Quelles sont celles relevant de la culture et de la mentalité?***
- ***Et du point de vue culturel, comment faire bouger les lignes d'une tradition qui est prompte à faire des avancées technologiques (I-phone, Samsung Galaxy, Transfert d'argent par mobile) mais qui hésite par rapport au progrès des femmes?***

Présidium de la scéance. *Crédits : ONU Femmes*

C'était le Jeudi 28 mai 2015 à l'hôtel Salam de Bamako sous les parrainages des Ministres la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille ; et celui de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation. Après les différentes allocutions prononcées par Mme Traoré Nana Sissako, Présidente de la Plateforme de Vieille Citoyenne des Femmes ; celui du Dr. Maxime Houinato (Représentant Résident ONU Femmes), et de M. Boubou D. Camara (Directeur Pays du PNUD), l'honneur est revenue au Ministre Abdoulaye Idrissa Maïga de prononcer le discours officiel d'ouverture. Plusieurs élus et dignitaires de la Société Civile étaient également présents dont le Président de la Haute Cour de Justice, et le Président du Réseau des Communicateurs Traditionnels (RECOTRADE).

Les débats ont focalisé sur le partage d'expériences entre les femmes à travers des panels animées par d'éminentes femmes leaders politiques maliennes accompagnées par deux ex-ministres et candidates aux élections présidentielles venues du Benin (Me. Marie Elise GBEDO) et du Niger (Mme. Mariama Gamatie Bayard).

«Les droits des femmes sont des droits fondamentaux, des droits incompressibles dont le respect aboutit à une société égalitaire, une nation développée offrant d'opportunités d'épanouissement et de pleine participation à tous ses citoyens » Dr. Maxime Houinato lors de la Journée de Plaidoyer «Musow aw ka waati sera ! » .

En plus des débats, la journée a aussi permis aux partenaires de présenter leurs différentes interventions par rapport aux processus électoral au Mali à travers des stands d'exposition. En plus des stands de ONU Femmes et du PAPEM, on pouvait aussi noter la présence de la MINUSMA (Mission Multidimensionnelle Intégrée des Nations Unies pour la Stabilité au Mali), de l'IFES (International Fondation for Electoral System), du NDI (National Democratic Institute) et d'autres organisations de la société civile malienne. Des rencontres bilatérales ont également été organisées afin d'offrir plus d'opportunités d'échanges autour de thématiques spécifiques.

Ainsi les femmes leaders maliennes ont animé une matinée d'échanges avec leurs sœurs du Niger et du Bénin, le vendredi 29 mai, 2015 au sein de la Plateforme de Vieille des Femmes sis au CNDIFE (Centre National de Documentation et d'Information des Femmes).

► ... lire la suite en page 16

Engagement des militaires maliens à continuer d'observer des règles d'engagement au combat et des procédures internes, conformes au Droit International en matière d'Égalité Hommes-Femmes

Une équipe d'ONU Femmes - l'Agence des Nations Unies en charge du genre et de l'autonomisation des femmes - conduite par son Représentant Résident, Dr. Maxime Houinato, en a fait le constat lors d'une visite au Chef d'Etat-Major Général des Armées le 07 Mai 2015.

Le Chef D'Etat-major Général des Armées, le Général Mahamane Touré (gauche) avec le Représentant Résident ONU Femmes, Dr Maxime Houinato. *Crédits : C.Bah | ONU Femmes*

Depuis Juillet 2012 en effet, dans le cadre de son mandat institutionnel onusien, ONU Femmes-Mali a noué un partenariat stratégique avec les Forces de Défense du Mali dont le but est principalement de renforcer les capacités des hommes et femmes en uniforme sur les questions du Genre, notamment la problématique de la protection des femmes et des filles en situation de conflits.

L'intégration des mesures de protection des femmes et des filles à l'intention des forces armées, la prise en compte effective du Genre dans le fonctionnement des missions de maintien de la paix ont toujours été des priorités de l'armée malienne pour lesquels l'appui d'ONU Femmes est particulièrement apprécié.

Aussi, le Chef d'Etat-Major Général des Armées, le Général Touré, a remercié ONU Femmes pour la confiance et l'appui accordés à son institution. Il a tenu à attester des efforts continus déployés par son département en faveur de la sensibilisation Genre depuis 1985, année où l'Armée Malienne a confirmé son engagement par l'intégration effective des femmes dans les rangs.

Le Général Touré s'est félicité des résultats atteints au cours des deux années de collaboration, et a souligné la pertinence des sessions Genre qui ont permis de sensibiliser plus de 18 000 agents des forces armées. Aussi, des formations sur les textes et mesures régissant la protection des femmes et filles en situation de conflits – Résolution 1325 et suivantes du Conseil de Sécurité des Nations Unies – ont été dispensées à 4 839 agents des forces de Défense et de Sécurité.

Dr Maxime Houinato a rappelé que ce programme toujours en cours, financé par les Pays Bas, a permis au Mali de poursuivre avec succès l'objectif de se positionner comme un pays soucieux, non seulement de l'adoption, mais aussi de la mise en œuvre concrète des règles et principes de protection des femmes et des filles en situation de conflit. Ceci s'est marqué par l'élaboration d'un guide pratique de formation et d'un «livret du Soldat» sur le genre et la protection des filles et des femmes en zone de conflit. Le programme démontre également de la volonté de l'armée Malienne à prévenir en amont, des situations de non-respect des droits fondamentaux des femmes et des filles.

Pour le Représentant Résident de ONU Femmes, l'engagement de la hiérarchie militaire pour la problématique Genre en zone de conflit est évident.

► ... lire la suite en page 15

Rencontre avec une Femme Militaire

Lieutenant-Colonel Aminata DIABATÉ - Chef de la Section Droit International Humanitaire, Droit de l'Homme à L'Etat-major Général des Armées du Mali

Le Lieutenant-Colonel Aminata Diabaté. *Crédits: A.D.*

Au Mali, la femme a de tout temps joué un rôle important dans l'édification du pays, et cela bien avant l'époque coloniale. Cependant, ce rôle n'a pas toujours été mis en exergue. Depuis les pionnières du calibre de l'Honorable Aoua Keita, première femme députée du Mali, jusqu'aux jeunes filles martyres victimes de mariages forcés, contraintes à demeurer observatrices de l'hypothèque de leur avenir, les femmes ont été de toutes les luttes épiques du Mali. Mais, leurs mérites ne sont pas toujours reconnus, leurs nombreuses contributions au sein des familles, dans les communautés, et la nation toute entière restent souvent muettes. Leur histoire est restée souvent anonyme car étant écrite par d'autres qu'elles-mêmes. Quand nous entendons parler d'elles c'est le plus souvent en termes péjoratifs de victimes et non de survivantes, de spectatrices et non d'actrices, d'auxiliaires et non de citoyennes à part entière. Cependant détrompons-nous, les Femmes Maliennes sont bien là, dynamiques, battantes et combatives plus que jamais, et pour le prouver ONU Femmes est allé à la rencontre d'une d'entre elles : Le Lieutenant-Colonel Aminata Diabaté - qui a choisi de braver toutes les statistiques, préjudices et préjugés en optant pour le métier des armes.

Chef de la Section Droit International Humanitaire, Droits de l'Homme à l'Etat-major Général des Armées du Mali, le Ltd. Colonel Aminata Diabaté est fière d'être une femme en uniforme. Responsable de tous les programmes de formation au sein des Forces Armées et de Sécurité sur le respect des droits de l'homme, le Ltd. Colonel Diabaté assure également le Point Focal Genre au sein des FAMA (Forces Armées du Mali). Officier exemplaire, ce qui lui a valu sa proposition au Grade de Lt. Colonel en Mars 2015.

Mali Musow : En tant que Femme et Militaire, Quelle conception avez-vous du Genre ?

Colonel Diabaté : Il est important que la nouvelle génération de femmes sache que le respect se mérite. C'est à travers le travail bien fait, la discipline, l'ardeur et la rigueur dans tout ce que nous entreprenons que nous, les femmes arriveront à nous faire respecter et à nous imposer. Heureusement d'ailleurs que nous reconnaissons tous, que d'une manière générale femme rime avec conscience professionnelle. Donc pour moi, il n'y a aucune contradiction entre mon statut de femme et mon statut de militaire. Les deux s'accordent parfaitement.

Au Mali, de nombreuses femmes dirigent des microentreprises, surtout dans l'économie informelle, mais elles sont en revanche moins nombreuses dans les moyennes et grandes entreprises. Pourtant, tout le monde reconnait la productivité des femmes et leur contribution remarquable à l'économie et au développement du capital social humain.

Le genre est parfois un sujet très sensible. Je pense que la perception même de la problématique n'est pas à hauteur de souhait. Il est crucial que les femmes fassent entendre leur voix. Le Genre sous-entend que nous devons assurer et garantir la prise en compte effective de nos droits dans tous les aspects de la nation, et plus particulièrement dans les processus de Paix et de gestion de conflits, conformément aux exigences de la Résolution 1325 du Conseil de Sécurité des Nations Unies. Car, si la guerre est souvent l'affaire des hommes, la paix est plutôt celle des femmes. Donc pour le Mali, le Genre est plutôt une opportunité ! Pour que les fondements de la Paix soient solides, ils devront être justes et équitables, donc assurer la pleine et entière participation des femmes à toutes les étapes.

Mali Musow : En d'autres termes, l'implication des Femmes est un gage de Paix pour le Mali ?

Colonel Diabaté : Absolument, sans la participation des femmes nous ne pourrions connaitre une paix durable. Les conflits laissent les États gravement affaiblis et les structures sociales en dégradation. Dans ces situations, les femmes jouent un rôle capital en veillant aux besoins fondamentaux et à la survie de leur famille et de leurs communautés.

3ème à droite LT. Colonel Aminata Diabaté
Crédits : ONU Femmes

Promouvoir la cause des femmes, de la paix et de la sécurité permet de renforcer la légitimité des processus de paix et des structures de gouvernance, et doit faire partie intégrante des efforts de consolidation de la paix;

Mali Musow : Aviez-vous toujours eu cette idée du Genre ou c'est votre collaboration avec ONU Femmes qui vous a influencée ?

Colonel Diabaté : Je suis Femme avant tout, Femme Africaine, Femme Malienne. Et ce statut m'a donc permis de directement constater et vivre mon rôle de femme, ou plutôt de devenir consciente de ce que la société attendait de moi, le rôle et les responsabilités qui m'incombaient. Donc, j'ai toujours été très consciente des problématiques liées au Genre. Dans le domaine professionnel, cela fait plus d'une décennie que je forme et sensibilise les FAMA sur cette problématique. En 2010 nous avons travaillé sur la validation d'un document relatif à l'intégration du Genre dans les Opérations de Maintien de Paix de l'Union Africaine à ADDIS ABBEBA. Mais, cela est certain, que notre collaboration avec ONU Femmes a encore élargi le scope de ma compréhension du Concept.

Le programme que les FAMA ont avec ONU Femmes depuis 2012 m'a beaucoup aidé à améliorer mon expertise en matière de genre, particulièrement sur les problématiques liées à la protection des femmes et des filles en zone de conflit.

Mali Musow : Sur le plan du développement de votre carrière d'officier, on dit que votre avancement en grade est lié à cette collaboration avec ONU Femmes ? Qu'en est-il réellement ?

Colonel Diabaté : Au sein des FAMA les avancements résultent d'un rendement à la hauteur des attentes de la hiérarchie ; c'est pourquoi j'attache du prix à bien exécuter les tâches qui sont les miennes. C'est une coïncidence que ces tâches soient devenues liées à ONU Femmes mais un officier de qualité exécute avec diligence et haute conscience toutes les tâches qui lui sont confiées.

Les FAMA et ONU Femmes travaillent d'arrache-pied depuis le début de la crise en 2012 pour l'intégration effective des mesures de protection des femmes et des filles dans les modules de formation en droit international humanitaire et droits de l'homme. Ma hiérarchie m'a confiée la coordination de ce programme en me nommant Point focal. Et je crois bien que mutuellement les FAMA et ONU Femmes ont accompli beaucoup, plus de 4 000 agents de forces de défense et de sécurité ont déjà bénéficié de formation sur les textes régissant les droits et les règles de protection des femmes et des filles en zones de conflit, la resolution1325 et connexes. En plus, des milliers de soldats ont été sensibilisés à travers les sessions live mais surtout par la mise en disponibilité du Livret du Soldat.

Donc nous avons beaucoup fait, c'est vrai. Mais le challenge de la reconstruction post crise demeure. Aussi avec les programmes de réforme des forces armées, nous devons saisir l'opportunité pour une intégration encore plus efficiente du Genre, non seulement dans le cadre de notre métier régalien de protection des civiles. Mais également au sein des forces elles-mêmes qui doivent bénéficier aussi de formation et d'information genre sensibles.

Mali Musow : Vu le contexte actuel des FAMA, encourageriez-vous d'autres femmes en endosser l'uniforme au Mali ?

Colonel Diabaté : Bien sûr ! Les FAMA ont fait et continuent de faire des efforts énormes pour accomoder les femmes. Et je crois plus de femmes. En plus je crois que plus de femmes dans l'armée ne pourra que faciliter et justifier ces efforts de la hiérarchie.

AUTRES ACTUS NATIONALES

11 Juin 2015, Dr. Maxime Houinato et ses collaborateurs ont eu une scéance de travail avec Mr Christian Alix, Directeur Adjoint de la Coopération Canadanadienne et son staff.

Engagement des militaires maliens à continuer d'observer des règles d'engagement au combat et des procédures internes, conformes au Droit International en matière d'Égalité Hommes-Femmes (Suite)

En effet, l'évaluation indépendante menée en 2014 sur la première phase du projet (période 2013-2014) avait confirmé cet engagement de la hiérarchie militaire en repportant des résultats satisfaisants.

Le Général Touré était entouré pour la circonstance, de trois de ses collaborateurs directs à savoir : le Général Didier Dako (Adjoint au Chef D'Etat-Major), le Colonel Mahamane Baby (Sous-Chef D'état-Major des Opérations) et la Lieutenant-Colonel Aminata Diabaté (Point Focal ONU Femmes, Chargée de la Coordination du Projet). Il a également indiqué qu'il tenait à rester constamment informé des progrès réalisés, et suggéré de procéder à une planification avancée des activités prévues dans le plan d'action 2015 avec ONU Femmes, afin de permettre une meilleure implication des différents états-majors.

L'intérêt des autorités militaires pour ce programme a d'ailleurs rapidement transformé cette visite de courtoisie du Représentant d'ONU Femmes au Mali en une séance de travail et d'échange plus élargie. Des questions fondamentales ont été abordées à ce niveau, dans le cadre notamment de l'amélioration de l'environnement des armées pour le personnel féminin: Comment concilier en effet, d'une part les besoins et exigences de la discipline et de l'équité observées dans les métiers militaires avec, d'autre part les actions affirmatives temporaires, nécessaires pour corriger des désavantages sociétaux dont les femmes sont victimes, et pour tenir compte des responsabilités reproductives dont elles ont la charge au nom de toute la société ?

Le Général Touré a partagé les contours d'un potentiel chantier interne de soutien aux femmes dans l'armée, et souhaité des sessions de partage d'expériences dans la Sous-région en matière d'intégration du Genre au sein des Forces de Défense, et de la documentation sur des études effectuées dans la prise en compte du genre dans la réforme des armées, afin d'alimenter les réflexions déjà en cours concernant la Réforme du Secteur militaire au Mali.

En réponse le Dr. Houinato, a promis d'apporter tout son soutien et celui de son équipe pour coordonner le partage d'expériences avec les autres forces de la sous-région. Cet appui sera facilité par le Bureau Régional de ONU Femmes basé à Dakar qui a déjà à son actif plusieurs expériences avec des forces de défense et de sécurité en contextes de crise ou post-crise, comme celles du Nigéria, du Libéria et du Sénégal.

ONU FEMMES ACTU en Images

Visite du SRSG de la MINUSMA

Visite à l'Ambassade du Canada

Visite de courtoisie chez la 1ère Dame du Mali

Visite de l'Adjointe au SRSG/RC/HC

Rencontre avec Mme le Ministre ,Me. Marie-Elise GBEDO (Bénin) et Mme Gamatie Bayard (Niger)

Célébration de deux femmes leaders : les Honorables Aicha Belco Maïga et Aissata Cissé (12 Juin 2015)

Visite de l'Ambassadeur de l'Afrique du Sud

Rencontre avec le Ministre de la Justice

Rencontre avec une des doyennes du Mouvement Féministe : Assa Diallo (CADEF)

Genre et Participation Politique « Musow aw Ka Waati Sera ! » : Plaidoyer Pour une plus grande Représentation & Participation Politique des Femmes (Suite)

Une vue du présidium lors de la rencontre des femmes leaders . *Crédits : C. Bah*

Cet échange a été suivi par une rencontre avec les jeunes avec l'appui du Réseau des Jeunes des Partis Politiques du Mali (RJPPM).

ONU Femmes et le PAPEM ont aussi facilité, dans l'après-midi du Vendredi29 mai, une rencontre de haut niveau entre les hôtes venues de la sous-région et Madame le Ministre de la Promotion de la Femme de l'Enfant et de la Famille. En effet c'est en présence d'une forte délégation de son cabinet composée notamment du Secrétaire Général, M. Mohamed Attaher Maiga, du Chef de Cabinet, de la Secrétaire Générale du Secrétariat Permanent du Mécanisme de Suivi de la mise en œuvre de la politique Nationale du Genre du Mali, et de la Chargée des Relations avec les Organisations de la Société Civile, que la Ministre Madame Sangaré Oumou Ba a reçu Me. Marie Elise GBEDO et Mme. Mariama Gamatie Bayard accompagnées en la circonstance par le Représentant Résident de ONU Femmes. et les Chargées de Communication de ONU Femmes et du PAPEM.

Au delà de l'activité principale de la Journée Porte Ouverte « Musow aw ka waati sera » qui a permis un plaidoyer direct à l'endroit des acteurs politiques et institutionnels, et des sensibilisations à l'endroit des femmes elles-mêmes pour plus d'engagement, d'engouement et d'audaces, les échanges bilatéraux ont réellement servis de vrai cadre de renforcement des capacités des femmes maliennes. Sur la base des expériences partagées, elles ont pu faire l'état des lieux critiques par rapport à leur participation aux instances de décisions, les postes électifs et nominatifs ; apprendre les unes des autres et proposer des suggestions et stratégies alternatives pour améliorer leur taux de participation. Concernant les programmes futurs de l'appui gouvernemental, la Ministre de la Femme a souhaité davantage de collaboration avec les expériences sous régionales et a invité ONU Femmes à initier d'autres rencontres du type ; particulièrement dans le cadre d'un appui stratégique aux femmes leaders politiques dans les collectivités décentralisées. Ceci pour susciter plus d'intérêt et de participation aux échéances communales prévues pour Octobre 2015.

Les Femmes en Chiffres au Mali : Représentativités Politique et Citoyenne

Aujourd'hui au Mali, force est de reconnaitre la bravoure de ses femmes, qui malgré les nombreux défis ont refusé les excuses, et ont surmonté tous les obstacles possibles pour atteindre et s'offrir voir arracher une représentativité. Malgré tous ces efforts, il reste beaucoup à faire car en plus du fait qu'elles représentent 51% de la population, elles restent toujours les moins représentées dans les postes de responsabilités que ce soit électifs ou nominatifs. Voici quelques Statistiques :

Une contribution de Gaoussou Chérif Haïdara, Stagiaire Communication & Partenariats ONU Femmes

POSTE	NOMBRE
Assemblée Nationale du Mali	14 sur 147
Président de partis politique	3 sur 150 +
Maire	8 sur 704
Conseillers communaux	927 sur 10 774
Conseillers nationaux	6 sur 75
Chambre de l'Agriculture	3 Sur 32
conseillers de la Chambre consulaire des métiers	3 sur 30
Magistrats en service	32 sur 280
Avocats	24 sur 284

Les Femmes du Mali s'engagent pour la mise en oeuvre de l'Accord de Paix

Une vue du présidium lors de la cérémonie d'ouverture. *Crédits : C. Bah | ONU Femmes*

C'était le Vendredi 03 avril à l'Hôtel Salam de Bamako, sous le Haut parrainage de la Ministre de la Promotion de la Femme de l'Enfant et de la Famille, Sangaré OUMOU BA que ONU Femmes en collaboration avec la MINUSMA et le NDI (National Democratic Institute) a animé la 2ème édition de son Café Genre « Musow Bulon » sur la thématique Femmes Paix et Sécurité : « Stratégies et Approches pour une Meilleure Participation des Femmes dans les Processus de Paix et les Mécanismes de Gestion des Conflits : Cas du Mali »

Le conflit qu'a connu le Mali a eu un impact déstabilisateur sur l'ensemble des composantes de la nation. Un million de personnes déplacées et réfugiées ont été reportées par l'Union Africaine comme le nombre de personnes directement forcées à abandonner leur zone d'habitation depuis le début de la crise malienne en 2012. Les femmes et les enfants ont été de ceux qui ont payé le plus lourd tribut.

Comment donc palier à toute cette souffrance et aux sacrifices endurées par les Femmes maliennes? Comment garantir la participation effective des femmes dans les processus de justice transitionnelle et classique? Comment assurer la pleine participation des femmes dans les organes de dialogue intra et intercommunautaires, les processus de cantonnement, de désarmement, d'intégration et de réinsertion sociales? Quelles synergies d'actions et de coordination devront nous créer autour des différentes initiatives de paix et de réconciliation nationales afin de permettre à la femme de jouer pleinement son rôle d'actrice et bénéficiaire de la paix? Quelles stratégies adoptées pour la prise en compte effective du Genre dans les programmes de relance économique post crise? Telles étaient quelques-unes des questions débattues lors de ce forum co-animé, par Dr. Maxime Houinato, Représentant Résident de ONU Femmes, M. Guillaume Ngefa Représentant du Haut-Commissaire des Nations Unies aux Droits de l'Homme/Directeur de la Division Droits de l'homme de la MINUSMA, Dr. Badié Hima, Directeur Résident du NDI et Madame Traoré Nana Sissako, Présidente du Groupe Pivot Droits et Citoyenneté des Femmes.

Les débats auxquels ont participé de nombreuses femmes leaders d'organisations de la Sociéte civile ont aussi vu la participation d'élus (nationaux et locaux) et d'acteurs d'organisations de Jeunes en présence des organes de la Presse et des Médias. La problématique de la représentativité des femmes au sein des instances de décisions, le cadre législatif et les facteurs socioculturels ont été évoqués comme principales entraves à l'émergence des femmes et leur participation à la vie de la cité.

Intervenant à tour de rôle, les panelistes ont brossé la situation nationale sur le plan sécuritaire et humanitaire. Le Représentant du Haut-Commissaire des Nations Unies aux Droits de l'Homme/Directeur de la Division Droits de l'homme de la MINUSMA, M Ngefa, a déploré la situation des femmes qui continue d'être une préoccupation, particulièrement en période de conflit et ce, malgré la multiplication des engagements régionaux et internationaux. Parmi les engagements internationaux de la communauté internationale, il a cité le Plan d'Actions de Beijing 1995, et la Résolution 2122 du 18 octobre 2013 du Conseil de Sécurité des Nations Unies. Ce dernier texte interpelle les états membres à porter une attention particulière au respect des engagements pris en ce qui concerne les femmes, la paix et la sécurité. Il s'agit, de renforcer la participation des femmes à la prévention, au règlement des conflits et à la consolidation de la Paix et de l'état de droit.

« Les femmes du Mali veulent la paix, rien que la paix. Ce sont elles, avec les filles, qui ont payé le plus lourd tribut avec des violences de toute sorte qu'elles ont subies, des violations qui ont laissé des séquelles qui prendront du temps à cicatriser. »

Mme Sangaré Oumou Ba, Ministre
de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille

► **... lire la suite en page 39**

Des Orientations Claires pour la Plateforme des Femmes Leaders du Mali

Une vue sur la Salle. *Crédit : Mama Koité - Plateforme des Femmes Leaders du Mali*

Ce mois de Juin 2015 s'est achevé en beauté avec l'élaboration de deux (02) documents d'envergure par les femmes du Mali venues des quatre coins du pays et qui s'étaient réunies les 15 et 16 juin 2015 au Centre Aoua Keita de Bamako. Il s'agit de : **1)** La Déclaration solennelle des femmes du Mali à l'Endroit du Président de la République Chef de l'Etat – S.E. Ibrahim Boubacar Keita et **2)** Les Priorités des Femmes à l'endroit des autres institutions de la République.

Suite à la 2ème Edition de son Café Genre « Musow Bulon » qui avait débattu de la thématique des Femmes, paix et sécurité : « Stratégies et Approches pour une Meilleure Participation des Femmes dans les Processus de Paix et les Mécanismes de Gestion des Conflits : Cas du Mali » le 03 Avril 2015 ; ONU Femmes est restée résolument engagée dans ses initiatives de soutien et accompagnement des femmes maliennes afin qu'elles saisissent le momentum et jouer pleinement leur rôle d'actrices de paix et de gestion post crise.

Ainsi, sous l'Initiative de la Plateforme des Femmes Leaders du Mali, ONU Femmes a appuyé une première initiative visant à l'analyse et à l'appropriation du contenu de l'Accord de Paix. C'était le 09 mai 2015 à l'Hôtel El Faruk de Bamako, où quatre-vingt-dix (90) femmes leaders d'organisations étaient venues de toutes les huit (08) régions du Mali et du District de Bamako.

L'objectif visé par cet atelier était de dégager les priorités des Femmes dans la mise en œuvre de l'Accord de Paix signé le 20 mai et paraphé le 15 juin à Bamako.

Plusieurs autres activités ont subséquemment été organisées, notamment la Grande Marche Citoyenne et Populaire qui s'est deroulée le mardi 12 mai ; une initiative des femmes du Mali qui ont souhaité témoigner leur soutien à l`accord de paix. Plus d'un millier de participantes a été reporté, des slogans et cris de cœur lancés à l'endroit de tous les acteurs et protagonistes pour signer le document issu des pourparlers d'Alger et œuvrer pour la paix, le dialogue, la réconciliation et la cohésion sociales entre toutes les populations du Mali. En conséquence, suite à la signature effective de l'Accord et dans la mise en œuvre des actions et recommandations dégagées lors des précédentes rencontres, la Plateforme des Femmes Leaders a initié un Grand Rassemblement de deux jours les 15 et 16 juin pour finaliser les priorités des femmes du Mali.

L'Objectif final de cette rencontre étant pour les femmes de « parler d'une même voix » et présenter des doléances communes auprès des plus hautes autorités du Pays et toutes les parties prenantes du processus de paix et gestion de la période post crise.

Deux jours durant, en présence des PTF et hautes autorités exécutives, législatives et élus communaux, 220 femmes déléguées de toutes les régions du Mali (15 pour chacune des huit régions et 100 déléguées du District de Bamako) se sont réunies pour dégager leurs priorités par rapport aux processus de Paix et de Réconciliation Nationale. Ainsi, elles ont élaboré : 1) La Déclaration solennelle des femmes du Mali à l'Endroit du Président de la République et 2) Les Priorités des Femmes à l'endroit des autres institutions de la République, les acteurs de la Société Civile et les Partenaires du Mali dont le contenu vous est livré dans ce numéro. Au moment où nous mettions sous presse, le Cabinet du Président de la République a déjà confirmé une audience avec les femmes leaders pour la remise solennelle de leur déclaration.

Marche Citoyenne des Femmes du 12 Mai

Marche Populaire de Soutien de l'Accord de Paix par les femmes du Mali - 12 Mai 2015. C*rédits : M. Koité*

PRIORITES DES FEMMES A L'ENDROIT DES INS
ET ACTEURS DE LA SOCIETE CIVILE

RASSEMBLEMENT ORGANISE PAR LA PLA
POUR LEUR PARTICIPATION A LA CONSTRUCTION D'U

PLATEFORME DES FEM

- **Considérant qu'une paix durable** ne peut se construire au Mali sans l'implication et la participation effectives des femmes à tout le processus, à tous les niveaux,

- **Engagées** à contribuer à la stabilisation, la reconstruction nationale et la consolidation de la paix dans notre pays, par la mise en oeuvre de l'Accord pour la paix et la réconciliation nationale issu issu du processus d'Alger, signé à Bamako le 15 mai 2015,

- **Nous référant aux Conventions et Accords internationaux et régionaux** signés et ratifiés par le Mali, ainsi qu'aux différents textes réglementaires et législatifs nationaux, notamment la Constitution de la République du Mali (1992) et :

- **La Convention sur l'Elimination de toutes les formes de Discrimination à l'Egard des Femmes (CEDEF**, 1979), qui stipule dans son Préambule : «les Etats doivent tout mettre en oeuvre pour adopter des mesures nécessaires à la suppression de toutes formes de discrimination à l'égard des femmes»,

- **Les Stratégies de Nairobi (1985)**, qui réaffirme la participation des femmes aux affaires civiles politiques, économiques et au développement de la coopération et la paix internationale,

- **La Plateforme d'action de Dakar (1994)**, qui reconnait qu'il importe que les femmes participent activement dans les mécanismes pour la prévention, la gestion et la résolution des conflits et y apportent leur contribution,

- Qu'assurer une représentation paritaire de la participation des hommes et des femmes dans les négociations sur la paix et dans la résolution des conflits est nécessaire dans ce domaine,

- **Le Programme d'action de Beijing (1995)**, qui réaffirme le renforcement du pouvoir d'action des femmes et leur pleine participation sur un pied d'égalité à tous les domaines de la vie sociale, y compris aux prises de décisions et leur accès au pouvoir, sachant que ce sont des conditions essentielles à l'égalité, au développement et à la paix et qu'en plus les droits des femmes sont des droits fondamentaux de la personne,

- **Les Objectifs du Millénaire pour le Développement (2000)**, qui dans son objectif 3 promeut l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et indique les éléments clés de la participation sociale, économique et politique des femmes et fournissent des informations utiles pour construire des sociétés équitables.

- **La Politique Genre de la CEDEAO (2002)**, qui préconise «une société dans laquelle les femmes et les hommes prennent part, décident, contrôlent et bénéficient des activités de développement communautaire»,

- **Le Protocole à la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples relatif aux droits de la femme en Afrique, (Protocole de Maputo, 2003),**

- **La Déclaration solennelle des Chefs d'États de l'Union Africaine sur l'égalité entre les hommes et les femmes en Afrique (2004)**, à travers sa Politique Genre, adoptée en 2008, qui recommande aux Etats «des mesures pour appliquer le principe de parité»,

- **Les Résolutions 1325 (2000), 1820 (2008), 1888 et 1889 (2009), 2106 et 2122 (2013) du Conseil de Sécurité des Nations Unies**, relatives à la participation des femmes dans la gestion et la résolution des conflits,

- **Le Protocole sur les mécanismes de prévention et règlement des conflits et construction de la paix de la CEDEAO (2007)**, qui reconnaît, encourage et appui le rôle des femmes dans ses initiatives de prévention, de gestion, de règlement des conflits, de maintien de la paix et de la sécurité,

- **Les Résolutions 2100 et 2164 du Conseil de Sécurité des Nations Unies sur le Mali**, qui instruit de faciliter tous progrès dans le sens d'un dialogue national sans exclusive et l'entreprise de réconciliation, en particulier le processus de négociation, y compris en renforçant les capacités de négociation et en favorisant la participation de la société civile, dont les associations féminines ; qui exhorte les autorités maliennes à intensifier leur lutte contre l'impunité,

- **L'Acte additionnel de la CEDEAO sur l'égalité hommes / femmes** adopté à Accra le 19 Mai 2015, lors du 47ème Sommet des Chefs d'Etats et de Gouvernement

- **La Politique Nationale Genre du Mali**, adoptée le 24 novembre 2010,

DEMANDONS AUX INSTITUTIONS NATIONALES

La mise en place de la Commission Justice, Vérité et Réconciliation sur toute l'étendue du territoire: région, cercle, commune, village, hameau, avec au moins 50% de femmes comme membres et une forte implication des victimes,

Le rapatriement, la réintégration et la réinsertion rapide de toutes les personnes déplacées, en associant les femmes à ce processus, avec l'appui de la Communauté Internationale,

Fait à Bamako,
La Plateforme des Fem

TITUTIONS NATIONALES, PARTENAIRES DU MALI POUR LA CONSOLIDATION DE LA PAIX

TEFORME DES FEMMES LEADERS DU MALI NE PAIX DURABLE A BAMAKO LES 15 ET 16 JUIN 2015

MES LEADERS DU MALI

- La mise en place de Centres d'écoute et d'accompagnement pour l'accès de toutes victimes à la justice, plus spécifiquement les femmes et les jeunes,
- L'initiation et l'adoption d'une loi spécifique, et son application effective, contre tous les crimes commis pendant le conflit,
- La mise en place d'une Justice Transitionnelle et de ses démembrements pour rapprocher la justice des justiciables et permettre la réparation des préjudices subis,
- L'accompagnement holistique des victimes,
- L'implication et la présence paritaire des femmes dans les Commissions techniques Sécurité, Socioéconomique, Politique et institutionnelle, Justice et réconciliation
- L'allocation de 30% du pourcentage des revenus issus de l'exploitation rétrocédé par l'Etat aux collectivités territoriales (30%) aux femmes sur les resources naturelles, notamment les ressources minières
- La mise en place d'un Fonds d'appui aux femmes pour contribuer à leur autonomisation, par la formation professionnelle notamment,
- L'ouverture de maisons d'accueil, d'orientation, de soutien et d'appui pour les femmes déplacées et les personnes âgées ne bénéficiant pas d'un soutien familial, ainsi que pour les autres victimes du conflit qui ont des besoins spécifiques, les jeunes et les victimes de VBG entre autres,
- La construction ou la réhabilitation de Maisons de la Femme et de l'Enfant, leur équipement et leur dotation en personnel qualifié.
- **SOLLICITONS DES PARTENAIRES TECHNIQUES ET FINANCIERS,** au regard du rôle fondamental que les femmes du Mali ont toujours joué dans le règlement des conflits, la cohésion sociale, la préservation et la consolidation de la paix :
- L'accompagnement de tous les mécanismes de mise en oeuvre de l'Accord d'Alger notamment le Comité de Suivi de la mise en oeuvre de l'Accord, le Conseil National de Réconciliation, la Commission Nationale Démobilisation, Désarmement et Réinsertion (DDR), les Commissions techniques, les Commissions consultatives, la Commission Vérité, Justice et Réconciliation (CVJR), les services de Justice transitionnelle, et leurs démembrements,
- L'allégement des conditions de mobilisation et de levée des fonds destinés au relèvement économique rapide par le financement des activités génératrices de revenus/ AGR pour les femmes victimes de la crise,
- Le soutien à l'organisation de campagnes de sensibilisation et d'information dans les camps des réfugiés et dans toutes les régions pour susciter leur retour,
- La prise en compte des mouvements de femmes et de jeunes qui ont défendu leurs localités contre l'occupation dans les actions de réinsertion (30% de femmes dans toutes les unités redéployées),
- La prise en compte, lors de la création ou de la rénovation des infrastructures, des besoins spécifiques de Genre dans toutes les activités de DDR,
- La création de sites de cantonnement séparés pour les jeunes, les femmes et les autres combattants, dotés d'infrastructures socio-sanitaires adéquates,
- La participation à parité dans chaque sous-comité thématique.

DEMANDONS AUX ACTEURS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

- L'organisation de campagnes de plaidoyer et lobbying pour l'implication des femmes dans les instances qui seront créées dans le cadre de la mise en oeuvre de l'Accord de Paix ;
- L'identification des priorités et besoins des femmes pour leur prise en compte dans le Plan stratégique de développement des régions du Nord ;
- L'organisation d'actions d'information, de la formation, de sensibilisation et d'accompagnement sur la paix, la sécurité et le développement des femmes en général et de celles du Nord en particulier, surtout les femmes réfugiées, déplacées et celles restées sur place.

le 16 Juin 2015
mes Leaders du Mali

Femmes - Paix & Sécurité en Images

Me. GBEDO du Bénin signant le Mur de la Paix et de la Réconciliation

SEGAL MPFEF (centre) à la cérémonie du 15 Juin

Clôture du Rassemblement des femmes avec le SEGAL du Ministère de la Réconciliation

Mme Oumou Toure (CAFO)

Signature de l'Accord de Paix du 15 Mai 2015. *Crédits : RFI*

Atelier de validation Plan d'Actions R1625

Mini «Conseil d'Administration» d'ONU Femmes à Bamako : ONU Femmes à la rencontre des États membres de son Conseil d'Administration ayant une Représentation Diplomatique au Mali (Suite)

Prenant la Parole à tour de rôle, pour articuler comment ils comptent appuyer ONU Femmes dans sa mission au Mali, tous ont réitéré leur soutien à ONU Femmes et souhaité la formalisation de ce cadre de concertation à travers des rencontres périodiques.

1er Conseiller Ambassade de Turquie (M. Bekir Kartal) recevant l'insigne HeForShe *Crédit : G.C. Haidara*

Le Japon, représenté par Son Excellence AKIRA MATSUBARA, Ambassadeur du Japon au Mali, (accompagné de l'Attachée à la Coopération Economique Madame Hitomi ISHIPA) a tenu à réaffirmer son soutien indéfectible pour l'avancée du Genre au Mali. Il a précisé son intérêt particulier sur la thématique de la Jeune fille, priorité récemment manifestée à travers le financement d'un (01) million de dollars dont ONU Femmes Mali vient de bénéficier. En plus de ce soutien au plan bilatéral, il convient de rappeler que le Japon, en plus d'être membre du Conseil d'Administration de ONU Femmes, est aussi l'un de ses plus grands bailleurs, occupant la neuvième (9ème) place sur le plan mondial avec une contribution annuelle s'élevant à plus de 10 millions USD en 2014.

Du côté européen, l'Espagne, à travers la Chef de la Coopération Espagnole, Madame Anna De Lara, qui représentait son Ambassadeur, a tenu à féliciter le Représentant Résident de ONU Femmes et toute son équipe pour la mise en place d'un tel cadre stratégique qui ne pourra que renforcer les acquis de la coopération sur le plan du Développement. Pour sa part, elle a suggéré que plus informations puissent être partagées par rapport aux différents messages clés afin de galvaniser et créer plus de synergies d'actions autour des activités de plaidoyer. Quant aux contributions, elle a souhaité qu'en plus des données sur le plan mondial, les statistiques pays puissent également être partagées. Au Mali, le Royaume d'Espagne appuie le Programme Pays à travers un financement de plus de 700.000 USD ; au plan mondial l'Espagne occupe la 17ème place des contributions volontaires au profit de ONU Femmes avec plus de 3.500.000 USD reçus en 2014. Elle aurait souhaité que les contributions non-core soient aussi présentées et partagées.

Le Royaume Uni représenté par Son Excellence, Madame Jo-Adamson OBE, Ambassadeur du Royaume Uni a réitéré sa disponibilité entière et son soutien total à accompagner ONU Femmes, particulièrement dans les activités de plaidoyer et de sensibilisation sur les questions de violences basées sur le Genre, et d'autonomisation de la Femme, particulièrement celle évoluant en milieu rural. En marge de la réunion, le besoin de renforcement des capacités des organisations et partenaires d'exécution des programmes financés par l'Angleterre sur les Questions Genre furent également évoquées. Des séances de travail avec les services compétents des deux organisations seront organisées pour débattre de ces éventualités.

La Turquie, était également au rendez-vous par le Premier Conseiller à l'Ambassade Monsieur Bekir Kartal. Pour les Représentants Africains, L'Algérie par Monsieur El Mohri Hichem, Attaché Culturel.

Le Conseiller Politique Ambassade d'Afrique du Sud (M. Thapelo Madumane) recevant l'insigne HeForShe des mains de la Chargée du Partenariat ONU Femmes.. Crédits : G. Haidara / ONU Femmes

L'Afrique du Sud était représentée par le Conseiller Politique à l'Ambassade Monsieur Thapelo Madumane. Ce dernier a plaidé pour encore plus de leadership des Agences de Nations Unies dans le cadre du Gender Mainstreaming. Il a émis le souhait que le Système Onusien nomme encore plus de femmes aux instances de décisions. Le Diplomate Sud-Africain a aussi incité sur l'impérieuse nécessité d'engager encore plus d'hommes (particulièrement les jeunes garçons) à soutenir l'égalité hommes/femmes. Sur le thème du Gender Mainstreaming au sein des Nations Unies, Dr. Houinato a rappelé les nombreuses avancées faites et cité entre autres l'exemple du Dr. Phumzile Mlambo-Ngcuka, Directrice Exécutive de ONU Femmes et pour le Mali, Mme. Mbaranga Gasarabwé qui a été récemment nommée Coordinatrice Humanitaire et Coordinatrice Résidente des Activités Opérationnelles des Nations Unies

L'occasion a été saisie, vu les différents témoignages recueillis, pour remettre un insigne HeForShe à tous les hommes, un gage de leur engagement personnel et institutionnel en faveur des femmes et de l'égalité des sexes.

La rencontre pris fin sur la volonté commune de tous à poursuivre cette dynamique de consultation via des échanges à la fois politiques et programmatiques. La deuxième rencontre étant prévue dans une période de six mois.

Appui aux programmes de Sécurité Alimentaires dans les 1ère et 2ème Régions du Mali

Groupe de participants lors d'une scéance de sensibilisation sur la budgétisation sensible au Genre. *Crédits : ONU Femmes*

Depuis Septembre 2013, avec l'appui du Fonds Belge pour la Sécurité Alimentaire (FBSA) ONU Femmes Mali met en œuvre un programme de renforcement des capacités de ses partenaires d'exécution pour une meilleure prise en compte du Genre dans les initiatives locales de développement et particulièrement de sécurité Alimentaire. Les Cercles de Nioro, Nara en première et deuxième région du Mali ont bénéficié de cet appui.

Convaincu que la bonne réussite de tout programme de développement dépend de la prise en compte effective de la dimension genre, le Royaume de Belgique à travers le Fonds Belge pour la Sécurité Alimentaire (FBSA) a sollicité ONU Femmes pour accompagner la mise en œuvre de son Programme de Lutte contre l'Insécurité Alimentaire et la Malnutrition (PLIAM) au Mali. Exécuté dans les cercles de Nara et de Nioro, ce programme multisecteur et multidimensionnel, de plus de 2 millions d'Euros, vise au renforcement des capacités de production et de stockage. Il est exécuté par quatre (04) partenaires distincts, chacun évoluant sur une composante déterminante de la chaîne alimentaire.

Ainsi, United Nations Capital Development Fund (UNCDF) / Direction Générale des Collectivités Territoriales (DGCT) assurent l'appui aux collectivités décentralisées ; l'ONG Belge Solidarité Mondiale (WSM) en partenariat avec l'Union Technique des Mutualités (UTM) et Kondo Jigima (KJ) œuvrent sur la composante protection sociale et micro-Finance ; Croix Rouge Belge (CRB) en partenariat avec Croix Rouge Malienne (CRM) sur l'aspect Nutrition ; l'ONG PROTOS s'occupe du secteur de l'eau potable et les volets agro-alimentaires sont gérés par VSF-B en partenariat avec ICD (amélioration des productions agricoles), SOS-Faim Belgique en partenariat avec CAEB (agro-écologie et animales). Le Commissariat à la Sécurité Alimentaire (CSA) appuyé par la FAO, œuvre à la coordination globale en assurant la synergie d'action et la complémentarité entre tous les acteurs.

Avec cette implication de ONU Femmes, le Fonds pour la Sécurité Alimentaire – FBSA- entend assurer la prise en compte effective du Genre dans tous les cycles du programme : de la phase de planification à celles du suivi et l'évaluation des différentes étapes de la mise en œuvre.

Il s'agit donc pour ONU Femmes de garantir la prise en compte systématique de la dimension genre dans toutes les interventions des partenaires FBSA, matérialiser l'intégration des concepts égalitaires hommes/femmes dans tous les aspects de la lutte contre l'insécurité alimentaire et la malnutrition. En d'autres termes, assurer la répartition équitable et juste des dividendes du programme au sein des communes bénéficiaires entre hommes et femmes, jeunes et vieux.

► ... lire la suite en page 35

Femmes Paix et Sécurité : Programme ONU Femmes / Suède dans les Régions de Mopti, Gao et Tombouctou

Dans le cadre de la gestion post crise, ONU Femmes avec l'appui du Royaume de la Suède continue ses activités de mise en œuvre du Projet « Réinsertion Socio-économique des Femmes affectées par le Conflit ». Malgré la situation sécuritaire qui est restée très précaire dans les régions nord du Mali, la mise en œuvre des activités continuent néanmoins sur le terrain au profit des populations avec le concours d'organisations locales dont AMPRODE Sahel, Greffa, FCI Mali, ASG et GAAS Mali.

Même si la quasi-totalité des activités planifiées ont eu lieu, il est à noter que d'autres ont cependant été empêchées à causes des nombreux risques sécuritaires : attaques des humanitaires ; lancées de rockets ; affrontements entre les Groupes armés – situations occasionnant de nombreux déplacements de populations particulièrement des femmes et des enfants. Avec la signature de l'Accord de Paix le 20 mai et son parachèvement le 15 juin, le trimestre s'est quand même achevé sur des notes d'espoir.

Aussi, pour ce 2ème trimestre, une mission du Partenaire Technique et Financier composée de deux Agents de l'Ambassade de la Suède a été sur le terrain dans la région de Mopti pour constater de visu l'exécution du projet et les accomplissements réalisés :

Visite de supervision du partenaire technique et financier dans la région de MOPTI

Le 2ème trimestre 2015 a aussi enregistré une visite de terrain d'un des principaux partenaires techniques et financiers du Programme Femmes, Paix et Sécurité de ONU FEMMES : le Royaume de Suède. En effet, du 19 au 22 Mai, une équipe de l'Ambassade de Suède composée des dames, Agnes Stenström, Contrôleur à l'Ambassade de Suède et Ida Vikström, Chargée de Programme Démocratie, Droits Humains à l'Ambassade de Suède, a procédé a une visite de terrain dans la zone de Mopti afin de constater de visu les résultats des activités menées dans le cadre de la mise en œuvre du projet « Réinsertion Socio-économique des Femmes affectées par le Conflit » un partenariat que la Suède a noué avec ONU Femmes depuis 2012.

Témoignage d'une femme déplacée tailleur

Vivant dans le quartier de walirdé à Sévaré, une femme déplacée interne témoigne des changements positifs de l'appui du Projet. Installée 2012 Elle fait le métier de tailleur dans un atelier jumelé à la vente de condiments. «Je suis mariée avec 8 enfants en charge dont 6 sont mes propres enfants. Mon mari ne travaille pas.... Donc dès que j'ai reçu l'argent par AMPRODE Sahel, j'ai immédiatement payé une machine à coudre, car c'est ce que je faisais dans mon lieu d'origine. J'ai aussi pu me payer quelque mètre de tissus que j'ai cousus et vendus et petit à petit j'ai pu trouver quelque chose à mettre de côté ». C'est donc avec ce bénéfice que la dame a pu diversifier ses activités en démarrant aussi la vente de condiments dans son quartier. Une opportunité d'affaire qu'elle a su saisir du fait de la distance du marché. Maintenant avec ces activités, notre bénéficiaire confirme pouvoir prendre en charge les frais scolaires des enfants, leur gouté et leur habillement de même que la location de la maison.

En plus de pouvoir subvenir à ses besoins, la nouvelle femme entrepreneur affirme aussi avoir créé de l'emploi pour deux (02) jeunes filles du quartier qu'elle emploi et forme.

Une femme déplacée, devenue entrepreneur, maintenant dans sa propre maison depuis 2012:

La bénéficiaire avec les PTF devant son stock de bois à Taikiri, Mopti

«Quand j'ai eu reçu les cinquante milles (50 000F) Francs CFA au sein de mon groupement, j'ai tout de suite contacté un propriétaire de camion qui vend du bois de chauffe, je lui ai expliqué ma situation et que je voulais faire la vente du bois bien que n'ayant pas les 200 000FCFA requis pour le chargement... et il m'a fait confiance. Ainsi après la vente de trois chargements j'ai pu moi-même le quatrième en intégralité. C'est ainsi que mon indépendance a commencé petit à petit et maintenant je vis dans ma propre maison sur une parcelle que j'ai pu acheter avec mon propre argent.

Pour cette bénéficiaire, les effets positifs de l'appui de ONU Femmes doivent être multipliés et atteindre le maximum de personnes. C'est donc pourquoi, elle œuvre désormais à partager son autonomie au profit d'autres femmes son quartier avec lesquelles elles viennent de créer une association pur faire d'autres activités génératrices de revenus d'autant plus que le marché de bois devient de plus en plus lent dans l'écoulement avec certains matériaux de substitution. Embouche ovine et le jardinage sont des alternatives qu'elles explorent.

► ... lire la suite en page 27

EBOLA – la sensibilisation continue dans le cercle de KITA

L'Association Fasso Baara de Kita (AFBK – Kita) a bénéficié d'un financement de ONU Femmes pour mener une campagne de sensibilisation dans le cadre de la lutte contre la maladie à virus Ebola. L'appui d'un montant d'environ 11 millions de Francs CFA, vise principalement à la conduite d'une Caravane de Sensibilisation au sein des trente-trois (33) communes du cercle de Kita, avec des messages et conseils par rapport aux mesures préventives à adopter dans la lutte contre la maladie à virus Ebola.

La Campagne qui a débuté en février 2015 a pris fin le 04 Avril 2015. Dans chacun des 111 villages visités, des kits de lavage des mains ont été remis aux populations. Les messages de sensibilisation visaient principalement à inviter les populations à ne pas baisser la garde et à maintenir les bonnes pratiques d'hygiène qui étaient acquises pendant la crise épidémique que le pays a connu en fin d'année 2014.

M. Niakhaté - Vice-Président de l'Association AFBK Kita, expliquant les modalités d'utilisation du kit de lavage des mains. *Crédits : C.BAH*

Les populations ont beaucoup apprécié l'initiative de cette campagne, qu'elles ont tenue à saluer et qualifier comme « unique » en termes de contacts ou d'informations les ayant rapprochés par rapport à la maladie à virus Ebola. Selon elles, c'est à travers les médias qu'elles ont entendu des messages passés ci et là sans vraiment comprendre le scope de la Maladie. Certes des activités ont été menées par l'Etat dans les zones frontalières, mais sans des compléments de sensibilisation de la sorte, ces efforts peuvent être compris. Le Cercle de Kita de par sa position géographique est par excellence une zone transhumancecarrefour qui voit des milliers de migrants passés, et aussi plusieurs touristes qui viennent voir les multiples sites historiques et religieux du Cercle. Sur les 300 villages qui composent le Cercle, plusieurs font aussi frontières avec la Guinée, des zones assez poreuses où le flux migratoire s'effectue à dos d'âne ou par simple marche à pied. Selon l'Association AFBK Kita ces ce sont toutes ces raisons qui ont justifié leur intérêt pour mener un tel projet de sensibilisation. Au total 04 kits de lavage à mains – 02 pour chaque établissement ont été remis. L'activité a également permis de sensibiliser et informer les populations sur le mandat de ONU Femmes, et à moindre dégrée servi de cadre de plaidoyer auprès des décideurs chefs coutumiers également particulièrement sur la scolarisation des filles et la lutte contre le mariage précoce. Cependant des efforts devront être faits pour améliorer la communication entre ONU Femmes et son partenaire d'exécution AFBK Kita par rapport à la production d'objets promotionnels et l'utilisation du logo ONU Femmes et le respect de la Charte graphique.

Démonstration du Lavage des mains par le Chef de village de Doumba Crédits : C.Bah

Le choix des écoles a été une belle initiative car cela a permis de toucher à un plus grand nombre d'enfants qui en plus d'être sensibilisés sur la Maladie à virus Ebola, ont aussi acquis des notions élémentaires sur l'hygiène et le lavage à main.

Remise de kit de lavage des mains au Directeur du Cycle Fondamental de SIBIKILI – M. Harouna Diallo – par la Chargé de Communications ONU Femmes.
Crédits : E. Touré | ONU Femmes

Femmes & Mines : Pose de la première de l'unité de taillerie des Pierres précieuses dans la Région de Kayes

Vue de quelques participants à la Cérémonie avec exposition de quelques pierres (gauche). *Crédits : C. Bah | ONU Femmes*

C'était le Samedi 23 Mai 2015 qu'a eu lieu le lancement officiel des activités de l'Unité de Taillerie de Pierres Fines de l'Association des Femmes Minières du Mali (AFemine) dans le village de Diakon, Commune Rurale de Soroma, Cercle de Bafoulé, Région de Kayes.

La cérémonie a été rehaussée par la présence de plusieurs autorités du Mali, à savoir : Le Gouverneur de la Région de Kayes, les Préfets, le Maire de la Commune de Soroma, le Chef de Cabinet du Ministre des Mines, la Directrice Générale de la Géologie et des Mines (DNGM), le Président de la Chambre des Mines, ainsi que la Représentante du Ministère des Maliens de l'Extérieur, et plusieurs notabilités du village et de la commune rurale. En plus des autorités administratives, étaient aussi présents des représentants de missions diplomatiques et de partenaires techniques et financiers dont S.E. Monsieur l'Ambassadeur de l'Afrique du Sud qui a eu l'honneur de poser la première pierre de l'unité de taillerie – un financement que l'Association des Femmes Minières du Mali a obtenu auprès de la Banque Mondiale.

Etant donné la qualité pionnière de l'activité dans le domaine de l'autonomisation économique de la femme malienne, singulièrement dans le secteur clé des mines, ONU Femmes a tenu à être présent en répondant favorablement à l'invitation qui avait été adressée à son Représentant Résident. Pour rappel, l'apport du secteur minier était estimé à plus de 275, 000 milliards de FCFA à l'économie malienne en 2012 ; représentant plus de 28% des recettes budgétaires de nationales, 8% du produit intérieur brut (PIB) et 70% des exportations totales du Mali. La contribution fiscale minière selon le Fonds Monétaire International (FMI) finance 1 sur 5 des infrastructures scolaires, sanitaires ainsi qu'une partie du paiement des fonctionnaires maliens. Dans le cas collectivités, à travers le paiement des patentes, les mines contribuent aussi aux budgets locaux à hauteur de millions de Francs CFA. Somme réparti entre la Commune, le Cercle et la Région. Pour la commune, la contribution des mines avoisine 75% du budget local.

Le Gouverneur de la Région de Kayes en tenue officielle – Le Colonel Salif Traoré à sa gauche S.E. L'Ambassadeur de l'Afrique du Sud M. Rantobeng William Mokou et Madame la Présidente de l'AFemine – Mme. Anne Marie Camara.*Crédits : C. Bah | ONU Femmes*

La plupart des activités minières sont concentrées atour de l'Or. Pour les femmes, leur association au secteur minier est très souvent reconnue pour de mauvaise raisons, des actes de violations, d'abus et de violences basées sur le Genre, les maladies sexuellement transmissibles et bien d'autres fléaux sociaux.

Il était donc de bon ton pour ONU Femmes, conformément à son mandant Onusien d'entité visant à l'égalité des sexes et l'autonomisation de la femme d'accompagner l'Association des Femmes Minières dans cette activité, une première du type sur l'ensemble du territoire nationale, la mise en place d'une unité de taillerie des pierres précieuses et semi-précieuses.

Ainsi la Chargée de Communication et de Partenariats accompagnée du Chargé de Suivi et Evaluation étaient désignés pour représenter l'Organisation à la cérémonie commémorative de la pose de la première de l'Usine de taillerie.

Après les discours des Officiels, et celle de la Présidente de l'Association Afemine, il a été procédé à la visite de différents stands et aussi du Centre de traitement (semi manuel) dont disposent présentement les femmes. Différentes qualités de pierres semi précieuses existant dans la zone ont été exhibées.

La cérémonie a été clôturée par la pose de la première pierre de l'unité de taillerie par l'Ambassadeur de la République Sud-Africaine – un pays partenaire clé du Secteur Minier Malien. Après les participants se sont réunis autour d'un déjeuner qui marqua la fin officielle de cette commémoration..

La place des femmes des différentes communautés que composent la commune de Soroma a été clairement expliquée. Selon les entretiens que nous avons eus, les femmes des villages participeront à tous les niveaux de la chaîne de production, après l'extraction qui est majoritairement du ressort des hommes. Aussi les activités post production, la commercialisation, marketing et autres activités de valeur ajoutés tels que la fabrication de bijoux finis seront du ressort des femmes.

En plus des opportunités économiques offertes aux femmes, beaucoup d'autres activités et bénéfices annexes découleront de cette initiative. Parmi lesquels on peut citer : création d'emploi pour les jeunes, réduction de l'immigration qui constitue un des fléaux majeurs de cette région, amélioration de la santé et cadre de vie d'une manière générale de la famille grâce aux revenus additionnels.

De ce fait, ONU Femmes accompagnera ses partenaires techniques et financiers tels que l'Afrique du Sud pour appuyer les femmes minières dans plusieurs domaines.

Femmes minières taillant les pierres précieuses dans l'unité semi-manuelle présentement disponible dans le Village de Diakon. Crédits : C.Bah | ONU FEMMES

Femmes Paix et Sécurité : Programme ONU Femmes / Suède dans les Régions de Mopti, Gao et Tombouctou (Suite)

Témoignages des femmes de groupes solidaires en neuf mois d'activité:

« je remercie Dieu et je remercie AMPRODE Sahel et ses partenaires ONU Femmes et Suède d'avoir pensé à nous. Rien qu'en 9 semaines d'activités, nous ressentons déjà un changement sur nos vies ma famille et moi-même. Les bénéfices de la vente de poissons que je mène avec les fonds reçus, me permettent de faire face aux petits besoins de mes enfants et à l'assaisonnement ».

En plus de ces effets personnels, les bénéficiaires ont également reconnu quelques résultats immatériels de groupe dont les relations interpersonnelles, les liens se sont maintenant établis entre les membres, comme en témoigne une bénéficiaire : ***« A la prochaine visite, je suis sûre que vous trouveriez notre pouvoir d'achat amélioré du fait que nous nous donnons des conseils ; chacune partage son expérience et orientant les autres sur le chemin emprunté… on a tissé des liens étroits avec d'autres personnes du groupe qu'on ne connaissait pas avant» .***

ODI SAHEL : 304 personnes sensibilisées sur les VBG à Konna + 01 unité de prise en charge

ODI SAHEL a mené différentes séances d'information et de sensibilisation sur les droits des femmes, les Violences Basées sur le Genre, et les méfaits de la prostitution dans six (6) villages de la commune de Konna. Ces sessions ont regroupé :
* 238 femmes et filles,
* 35 hommes leaders communautaires et
* 31 jeunes hommes.

Des comités de veille et d'alerte précoce ont aussi été mis en place pour assurer le suivi du projet.

Une unité de prise en charge holistique qui offre des services multiformes de prise en charge (médicale, psychosociale, juridique et réinsertion socio économique) aux surviantes de VBG est en cours de réhabilitation.

APDF: 02 Centres d'Accueil & d'hébergement fonctionnels à Bamako et Mopti

Ce trimestre a été marqué par la mise en place et le fonctionnement des deux centres d'accueil et d'hébergement de Mopti et Bamako. Ces centres ont été renforcés en équipements et personnels de qualité. Au total 101 femmes/filles victimes de VBG et/ou déscolarisées ont été reçues, accompagnées et formées dans les techniques de: teinture, fabrique de savon, transformation de produits locaux (confiture, sirop, fonio précuit, oignon séché etc..) et coupe/couture /broderie. Deux salles de jeux ont été aménagées pour les enfants.

Lutte contre les Violences basées sur le Genre (VBG):

78 CAS identifiés dans les Cercles de MOPTI et de Douentza, 863 sessions de causeries éducatives tenues dans les zones de Mopti, Socoura, Fatoma et Douentza et 239 visites à domicile

FCI Mali, GREFFA et GAAS Mali, des partenaires de mise en œuvre du Programme Femmes, Paix et Sécurité de ONU Femmes, ont identifié 94 cas de violences basées sur le Genre dans le cadre ses interventions dans les cercles de Mopti, Douentza et la région de Gao ce 2ème trimestre. 14 cas de mariages forcés, 36 dénis de ressources, 28 cas de violences psychologiques, 8 cas d'agressions sexuelles et 8 cas de viols ont été répertoriés.

86 des cas de VBG ont été pris en charge médicalement dont 7 filles et 4 hommes.

86 survivants ont aussi bénéficié d'une assistance psychologique dont 7 filles et 4 hommes. Parmi les 86 survivants qui bénéficié d'un suivi psychologique, 20 ont également bénéficié de thérapie groupe par la psychologue.

620 causeries éducatives, 46 entretiens individuels et 181 visites à domiciles ont aussi été organisés sur la thématique des VBG par les différents points focaux et animateurs dans les zones de Mopti, Socoura, Fatoma et Douentza. Ces campagnes de sensibilisation ont ainsi touchés 24 781 personnes dont 5 260 hommes, 3 579 garçons, 5 164 filles et 10 778 femmes.

38 séances d'information touchant 105 hommes et 507 femmes ont été aussi tenues par l'animatrice sociale dans les centres de santé.

1 533 personnes ont aussi été touchées à partir des 09 sessions d'animations théâtrales ; 26 sessions de causeries éducatives et 19 entretiens individuels qui ont été organisés sur les violences basées sur le Genre à l'espace fille/femme de Douentza dans la région de Mopti: 185 hommes, 443 garçons, 539 filles et 366 femmes ont été ainsi touchés.

Appui aux groupes solidaires pour le relèvement de leurs activités génératrices de revenus : dans les caisses des Femmes de GAO, Bourem et Ansongo, Mopti, Douentza, Tenenkou, Tombouctou, Goundam

Les activités avec les Groupes solidaires ont principalement porté sur l'appui conseils des Conseillers AMPRODE. Les sujets évoqués ont été ceux de l'organisation interne des femmes sur la stratégie de mise en œuvre de la pression solidaire et l'application du gram min Bank ou (tontine). A cet effet, la somme de 4 870 000 FCFA a pu être mobilisée comme épargne dans les caisses des groupes solidaires comme suit Gao : 1125000FCFA ; Bourem : 712000FCFA ; Ansongo : 525000FCFA ; Mopti : 141000FCFA ; Douentza : 377000FCFA ;Tenenkou : 203000FCFA; Tombouctou : 920000FCFA ; Goundam : 280000FCFA.
En plus des conseils financiers, des sessions de renforcement de compétences sur les thèmes d'IEC sur la Paix, la Culture de la Paix ont été également tenues avec les groupements des femmes.

Assises de Mopti : 09 cas de viols à juger

Le vendredi 12 juin 2015, s'est ouverte la première session ordinaire de 2015 de la Cour d'Assises de Mopti. Trois (03) présumés auteurs de huit (08) différents cas de Violence Basée sur le Genre (VBG) devraient être jugés lors de cette session. Un des présumés auteur serait à lui seul responsables de six cas des viols signalés (voir encadré).

ONG GREFFA, sur financement de ONU Femmes, a accompagné huit (08) survivantes de VBG à constituer leur dossier sur la base de plaintes formulées par les parents des survivantes. Bien que les crimes présumés aient été commis à GAO, faute de présence de l'Administration, les plaintes furent déposées auprès du tribunal de Mopti en 2014.

C'est ainsi que le jeudi 18 juin 2015, un des crimes fut disqualifié pour redevenir attentat à la pudeur. Il s'agit de l'affaire ministère public contre un certain M. «X», maître du second cycle spécialisé en Math, Physique et Chimie. Accusé au départ de viol, le jugement final serait une peine de deux ans de prison avec sursis ; mais aussi une demande de mariage du présumé auteur à sa victime. D'après les dits, M. «X», 23 ans à l'époque des faits, aurait commis un acte viol sur une de ses élèves en classe de 9eme Année en octobre 2013 à Gao. Lors du jugement, la présumée victime accompagnée de sa mère, toutes les deux présentes à la barre, aurait souhaité accepter la demande en mariage du présumé auteur plutôt que de le voir placé sous mandat de dépôt. D'après les dits, elle aurait avoué avoir des sentiments envers son ex-maitre d'école. Une finition malheureuse pour les défenseurs des droits des victimes et survivantes de violences sexuelles et sexistes, surtout les actes commis sur les petites et jeunes filles mineurs.

Pour le Mali, l'espoir est permis si on s'en tient à l'avis du Ministère public dont le banc était occupé par Mamadou Coulibaly, lors de ces Assises. Pour Me. Coulibaly, malgré les témoignages de la survivante et de la famille de la celle-ci, le crime devrait être punis, d'où sa réquisition d'une peine de cinq (05) ans de prison avec sursis. Hélas, devant le refus des parents de la victime de se constituer en partie civile, la Cour opta pour un juste milieu en condamnant l'auteur à une peine de deux ans de prison avec sursis.

Démarrées le 12 juin, les Assises devront prendre fin le 02 juillet 2015, avec le jugement de sept (07) autre cas dont 01 cas de viol sur une Candidate au DEF qui était venu passer l'examen à Mopti en 2013 lors de l'occupation et six (06) autres commis sur des enfants de 06 à 13 par un présumé auteur de 16 ans à l'époque des faits.

ONU Femmes et ses partenaires s'engagent dans la réparation juridique de 06 petites filles agressées et violées dans la région de Gao

Elles s'appellent, Samira, Habibatou, Fatoumata, Farimata, Fadi et Aichata (nous avons changé leur identité pour assurer la confidentialité requise pour le traitement de pareils cas). Elles appartiennent toutes à la communauté Songhaï de la commune urbaine de Gao dans les quartiers périphériques de Djidara et Boulgoundjié. Leur âge varie entre varie entre 6 et 13 ans. Elles ont été victimes soit, d'un viol, ou d'une agression sexuelle avec violences physiques par un jeune Kel Tamashaq âgé de près de 18 ans. Ces viols et violences sexuelles ont été commis soit sur le chemin de l'école, soit sur le chemin du marché ou dans la cour de la maison familiale quand tout le monde était absent. Elles ont été identifiée et ont bénéficié d'une prise en charge médicale, psychosociale et d'une réinsertion socioéconomique par GREFFA grâce à l'appui financier d'ONU Femmes.

Le bourreau a été mis aux arrêts par les services de sécurité (gendarmerie nationale) et transféré au tribunal de Mopti.
Grace à l'accompagnement d'ONU Femmes les survivantes ont fait leur déposition au Tribunal de Mopti en 2014 et ont été convoquées pour comparaitre dans les assises nationales de Mopti. ONU Femmes a constitué deux avocats pour défendre le dossier des survivantes et a assuré toute la prise en charge (nourriture, hébergement et déplacement) des survivantes et accompagnantes pendant toute la période des assises de Mopti.

Une contribution de Fatimata Toure - Présidente ONG GREFFA

Organisation des séances d'éducation & de sensibilisation sur la consolidation de la Paix : 68601 personnes sensibilisées dans les régions de Tombouctou, Gao et Mopti

Dans le cadre de la culture de la paix et de la non-violence, des séances de causeries débats ont été tenues à Gao, Bourem, Ansongo, Tombouctou, Goundam, Diré, Douentza, Mopti. Au total 244 sessions ont été ainsi animées par des Femmes Leaders, qui avaient initialement bénéficiées de formation en la matière. 68601 personnes dont 44138 femmes et 24463 hommes ont ainsi été sensibilisés dans les régions de Mopti, Tombouctou, Gao.

Octroi de fonds aux Femmes affectées par le conflit : 8 194 500 millions de Francs CFA repartis entre 186 femmes soit 50 de Goundam, 50 de Diré (Tombouctou), 9 de Douentza, 22 de Mopti et 55 de Tenenkou (Mopti)

Dans le cadre du Relèvementment économique des femmes affectées par le conflit multidimensionnelle qui a secoué le Mali un montant de quatre millions (4 000 000) de francs CFA a été réparti entre Cent (100) femmes, celles les plus affectées par la crise, les déplacées internes et les réfugiées qui sont retournées. Cet appui a concerné 50 Femmes à Goundam et 50 femmes à Diré dans la région de Tombouctou. Dans la région de Mopti, il a concerné un montant de quatre million cent quatre-vingt-quatorze mille cinq cent francs CFA (4194500) pour 9 femmes à Douentza, 22 à Mopti et 55 à Ténenkou.

Collaboration Gouvernementale ONU FEMMES – Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille : Un Partenariat fort au Niveau Local (Suite)

Les interventions de tous les partenaires d'exécution des programmes de ONU Femmes dans la Région de Mopti sont sous le leadership de la Direction Régionale de la Promotion de la Femme (DRPFEF) qui a été informée de l'articulation de ces projets avant le démarrage de leurs activités.

La DRPFEF est ainsi concernée par la mise en œuvre à travers les missions de supervision. La collaboration entre le Ministère du Genre et les partenaires de ONU Femmes sur le terrain est tellement fructueuse que le véhicule de la DRPFEF est utilisé lors des missions de terrain des partenaires et ceux-ci ne fournissent que du carburant. A cet effet, la DRPFEF reçoit les différents rapports des partenaires. Elle est également sollicitée dans la mise en œuvre des activités telles que les formations ou à faire des interventions lors des cérémonies officielles d'ouverture. D'une manière générale, les agents de la DRPFEF participent activement aux activités des partenaires.

Région de Gao

Au niveau de la région de Gao, évoluent les partenaires de ONU Femmes qui sont GREFFA, GRAIP et AMPRODE Sahel.

Tous ces partenaires ont impliqué les différentes Directions Régionales de la Promotion de la Femme de l'Enfant et du Développement Social et de l'Economie Solidaire de la région de Gao ainsi que les autorités administratives et communales dans leurs interventions.

Pour l'identification des bénéficiaires de AMPRODE Sahel, l'activité a été menée avec les deux Directions Régionales du MPFEF ainsi que les représentants des collectivités. La remise des fonds aux bénéficiares s'est déroulée au niveau de la maison de la femme de Gao sous la présidence de la DRPFEF représentée par son Chef de Division Femmes en présence des responsables du Développement Social, de la mairie et de ONU Femmes.

GREFFA est aussi un partenaire qui collabore bien avec la DRPFEF. En guise de rappel la DRPFEF est le leader du sous-cluster VBG/PE et GREFFA est le leader du sous-groupe VBG en Co-leadership avec la DRPFEF. Le cadre de concertation de lutte contre les VBG au niveau de la région est présidé par la DRPFEF.

GRAIP qui assure aussi le relèvement économique de 600 femmes victimes du fait de la crise et à la mise en place de 3 cases de la Paix à Gao (implantée au sein de la cour de la Maison de la Femme) à Taboye (sur un espace donné par la Mairie aux femmes) et à Soni Aliber (espace offert aussi par la mairie avec toute la documentation aux femmes pour servir d'espaces de dialogue entre elles) dans le but d'accompagner le processus de la paix et la cohésion sociale. Toutes les activités d'identification, de remise de fonds aux femmes bénéficiaires ont été menées sous la houlette de la DRPFEF et la municipalité.

Toutes ces actions montrent à suffisance une implication forte des autorités administratives des zones d'intervention des partenaires de mise en œuvre d'ONU Femmes, gage de la pérennisation de nos différentes actions dans le cadre de l'implication des femmes dans le processus de la paix , de la cohésion sociale et de leur relèvement économique. Cependant, selon le Représentant Résident de ONU Femmes, des améliorations sont encore possibles. Comment faire pour faciliter la remontée de l'information vers le Ministère à Bamako ? Quels outils doit-on mettre en place pour une implication plus stratégique du gouvernement dans le développement des programmes en amont, avant même la phase de mise en œuvre ? Tels sont les axes sur lesquels l'agence va travailler avec l'implication du Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille dans les prochains mois.

Une vue sur un camp de réfugié au Burkina | *Crédit: Sékou Traore ONU Femmes*

Dans le cadre des consultations pour l'application des Accords d'Alger, et particulièrement pour la prise en compte de l'opinion des femmes, une délégation d'ONU Femmes-Mali, conduite par son Représentant Résident, Dr. Maxime Houinato, vient de clôturer une visite de dialogue avec les refugiées Maliennes au Niger et au Burkina.

Composée également de Dr. Aoua Djire, Coordonnatrice de Programmes, de M. Sekou Traore, Chargé des Violences Basées sur le Genre, et de Mme Tani Abdelkader, Coordonnatrice de ONU Femmes Niger, cette mission a reçu au Mali l'appui de Mr Ousseni Compaore, Représentant du HCR, et de Mme Ute Kollies, Chef de Bureau OCHA.

La mission d'ONU Femmes s'est rendue à l'intérieur des camps de Tabarebarey au Niger (500 km de Niamey, à 30 mn de la ville de Tilabery) et de Goudebo au Burkina (300 km de Ouagadougou et à une quinzaine de kilomètres de Dori, le chef-lieu de la région du sahel), pour établir un contact avec les maliennes refugiées dans les deux pays sur les conditions de l'exil forcé, mais surtout sur les questions relatives à la paix et aux conditions du retour au pays.

Dans la réponse humanitaire aux crises de toutes sortes, si les gouvernements hôtes demeurent responsables du bien-être des refugiés, avec une responsabilité complémentaire de différentes agences du système des Nations Unies (comme UNHCR chargée de la prise en charge des réfugiés dans les camps, de leur rapatriement et de leur insertion sociale, et OCHA qui est chargée de la coordination de toutes les actions humanitaires tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays), ONU Femmes s'intéresse particulièrement à la prise en compte de l'égalité de genre dans cette prise en charge. D'autant plus que, dans le cas spécifique du Mali, environ 52% des déplacés de la crise Malienne sont des femmes et 31% des enfants.

Les réfugiés maliens au Niger

Au Niger, ONU Femmes a rencontré le Coordonnateur Résident des Nations Unies, Dr. Fode Ndiaye, et a bénéficié de l'accompagnement de Mrs. Karl Steinacker et Koffi Dodzi Adossi (Représentant du HCR et son Adjoint) et de Mr. Dieudonné Bamouni (Chef de Bureau de OCHA).

Il a été recensé sur le territoire du Niger un total de 50.983 réfugiés maliens sur les camps/sites suivants: Tabarebarey, Abala, Mangaize, Intikane Tazalite, Niamey, Ayerou ville. Cet effectif est désagrégé de la façon suivante : 27.965 femmes soit 54,85% et 23.018 hommes soit 45,15%. Concernant le camp de Tabarebarey qui a fait l'objet de la mission conjointe on compte 8.764 maliens issus de 2.260 ménages selon le dernier recensement du mois de mai 2015. Sur ce camp 71,70% des chefs de ménages sont des femmes.

Dr Houinato (ONU Femmes) en conversation avec une réfugiées au camp de Tabarebarey au Niger

Les ethnies représentées sur le camp sont constituées majoritairement de Tamasheq, Sonrai, Peuls, Bambara et Haoussa. La gestion du camp est assurée par l'Agence d'Aide à la Coopération technique et au Développement (ACTED) Niger. Pour la prise en charge holistique des réfugiés plusieurs acteurs sont présents sur le site (HCR, PAM, IRC, UNFPA, Qatari Red Crescent, CICR, UNICEF etc). Le gouvernement du Niger est représenté par la Commission Nationale d'Eligibilité (CNE) et les Forces de Défense et de Sécurité (FDS).

Les réfugiés maliens au Burkina Faso

Vue partielle de la rencontre avec les réfugiés à Goudebo

La visite au Burkina a été facilitée par Mme Gogo Hukportie, Représentante du HCR, et Marie Louise Kabre Barreto, Chef de Bureau HCR-Sahel à Dori, avec les perspectives analytiques Genre du Dr Edwige Adekambi, Représentante Résidente de l'UNFPA. Le Burkina comptait au 30 avril, 33.392 réfugiés maliens répartis entre six camps/site (Goudébo, Mentao, Sag-Nioniogo, Hors –camp Oud, Bobo-Dioulasso, Ouagadougou). A la même période le site de Goudébo abritait 10.279 personnes dont 4.984 hommes et 5.295 femmes soit 48,49% d'hommes et 51,51% de femmes. Les ethnies rencontrées dans ce site sont : les Touareg, les Arabes, les peulhs, les Sonrai, Leurs lieux de provenance sont divers : Gourma Rharous, Gossi, Douentza, Gao, Intillit, Tombouctou, Boni, autres localités du pays.

La gestion du camp est assurée par la Commission Nationale pour les réfugiés (CONAREF) ; La prise en charge holistique des réfugiés est assurée par des partenaires comme Norwegian Refugee Council, Vétérinaires sans frontières, International Emergency Development Aid, Centre de Support en santé Internationale, OXFAM, DRC, African Initiative for Relief and Development, Plan International, Christian Relief & Development Organization

La vie des réfugiés maliens en exil forcé

Les camps visités ont été divisés en quartiers ou en îlots, et des comités ont été mis en place pour s'occuper de la gestion des différents domaines de la vie de tous les jours. Des efforts ont été faits de part et d'autres afin que les femmes puissent être membres de ces comités. Des rencontres périodiques sont instaurées pour le partage de l'information et la prise de décisions. Ainsi, les deux camps disposent de maternité, de centre de santé et des infrastructures scolaires pour faire face à l'éducation des enfants. Ces structures sont aussi fréquentées par les habitants des villages voisins des camps.

Les séances d'échanges avec les femmes refugiées et les représentants des différents acteurs impliqués dans la gestion et le fonctionnement des camps ont permis de mettre en exergue un certain nombre de faits, relatifs à des transformations socioculturels dans les camps qui pourraient potentiellement durer au-delà de l'exil. Ceci comprend :

La quête d'un revenu : l'engagement des femmes dans des activités génératrices de revenus est vu comme un changement positif surtout par les femmes des communautés maliennes où l'homme était seul à pourvoir pour leurs épouses. Ces femmes estiment maintenant avoir les moyens de contribuer au budget familial, ayant appris un métier en exil.

L'accès aux services de base : Si la vie dans les camps a éliminé la distance des femmes et des filles des infrastructures sociales (écoles, centres de santé, eau potable et latrines), c'est surtout sur l'élimination des barrières culturelles que les femmes ont insisté, ayant maintenant une habitude de l'utilisation de ces infrastructures ; ces habitudes, qui comprennent l'usage des toilettes et l'application de règles d'hygiène de façon quotidienne dans le cadre de la préservation de leur environnement de vie, devront entrer en considération lorsqu'elles envisagent le retour au Mali.

La pratique de la gouvernance communautaire : L'implication des femmes dans la gestion des camps a également créé des aptitudes et des habitudes nouvelles. Ceci comprend par exemple le traitement équitable des femmes, des hommes et des enfants (sans distinction de rang social) dans le cadre de la distribution de vivres et de ressources financières, dans une communauté à l'origine très hiérarchisée en classes sociales avec des privilèges divers. Ce constat a été vu par la délégation comme pouvant servir à améliorer la gouvernance locale dans le contexte de décentralisation au Mali.

Il faut souligner cependant que des actes de violences faites aux femmes et aux filles ont été signalés dans les deux pays : il s'agit de viols et agressions sexuelles, de mariages précoces et forcés, de mutilations génitales féminines, etc.

Bien que nombre de ces actes (notamment les cas d'excision et les mariages précoces) se soient commis avant l'exil, ou à l'extérieur des camps dans les communautés hôtes, il n'était pas exclus que les leaders communautaires soient aussi impliqués dans leur survenue au sein des camps de réfugiés et dans leur dissimulation.

De plus, des contraintes budgétaires limitent certaines actions en direction des femmes, notamment en termes de volume des activités génératrices de revenu (Niger), et même de suppression de certains articles pourtant indispensables aux femmes, comme les kits hygiéniques (Burkina).

La problématique du retour au pays

Comme on le sait, le retour des réfugiés est lié à la réalisation de conditions minimales de sécurité dans les zones d'accueil. Ces conditions devraient se réunir avec la signature des accords de paix. Tous les acteurs de terrain rencontrés (Représentants locaux des gouvernements, des agences des Nations Unies, et réfugiés eux-mêmes) étaient très intéressés à avoir la lecture de la délégation de ONU Femmes, sur les perspectives de matérialisation de la sécurité, dans la situation actuelle post-Accord.

Articles issus des déchets plastiques transformés par les femmes du camp de Goudebo au Burkina

ONU Femmes a informé les unes et les autres, des efforts actuellement en cours par le gouvernement et la MINUSMA pour assurer la protection des civils, et pour mettre en œuvre l'accord de paix, notamment la mission diagnostique confiée à trois Banques de Développement (BM, BAD, et BID) pour identifier les actions immédiates à mettre en place pour que les populations puissent ressentir les dividendes de la paix.

Un optimisme prudent règne actuellement sur les camps par rapport au retour. Dans ce cadre, et d'un point de vue pratique, les femmes ont spécifiquement mentionné :

La sécurité durable : Pour les réfugiés, des investissements importants doivent être faits dans le renforcement et le maintien de la sécurité, coute que coute. Pour elles, si au retour des déplacés internes, les agences humanitaires ont des difficultés à apporter l'assistance nécessaire pour des raisons de sécurité, alors les réfugiés, qui sont au téléphone tous les jours avec les parents restés au Mali, ne vont jamais décider de rentrer.

L'apaisement politique : Il a été mentionné a plusieurs reprises que les populations du Mali n'ont aucun problème entre elles ; et que les divisions viennent des leaders et des hommes politiques. Pour certaines femmes en effet, même les débats politiques « un peu trop durs » peuvent être interprétés par certaines populations comme une reprise des « hostilités ». Elles invitent les politiciens dans le cadre du retour à la paix, à nettement améliorer le ton de leurs discours politiques, et à les orienter vers la paix, pour éviter que celles qui sont déjà échaudées ou traumatisées, ne craignent pas encore (peut-être à tors…) le retour de la crise à travers les propos agressifs de part et d'autres.

Les services sociaux de base : Les réfugiés souhaitent continuer à bénéficier des services sociaux de base comme l'éducation, la santé et l'eau. Elles ont déclaré ne pas pouvoir sortir les enfants de l'école dans les camps, pour rentrer au Mali et ne pas pouvoir les scolariser, par manque d'école. Nombre de ménages ont maintenant envie de continuer à envoyer leurs malades au dispensaire, même si ce n'était pas le cas dans leurs communautés d'origine avant la crise. Même chose pour l'eau potable et les latrines.

L'appui économique rapide : les réfugiés ont conscience que l'accès aux services sociaux de base pourrait ne pas être gratuit au pays dans le moyen et long terme.

C'est pourquoi ils/elles appellent à un soutien pour les activités économiques rapides, qui leur donneraient les moyens financiers pour accéder à ces services. Ils/elles soulignent que dans ce cadre, ce n'est pas seulement leur situation au départ qui doit être prise en compte pour le diagnostic, mais doivent être considérés également, les aptitudes nouvellement acquises et les métiers appris en exil, notamment par les femmes.

Les infrastructures économiques : Le désenclavement (construction de routes) a été souligné parmi les efforts d'investissements importants à faire. Au-delà des routes, des investissements importants (par exemple les dispositifs d'irrigation, les retenues d'eau pour abreuvage du bétail, les couloirs de transhumance, les marchés régionaux) devraient assurer l'interconnexion économique régionale dans le pays, pour faciliter les échanges commerciaux.

L'aide à la justice : les femmes ont reconnu qu'elles jouent un rôle important pour apaiser le cœur des jeunes et des hommes, et les détourner du conflit vers la paix, de la vengeance vers le pardon. Mais pour ce faire, elles « doivent avoir le sentiment que justice leur est rendue ». Elles souhaitent que ceux qui ont été coupables de crimes, notamment de viols et humiliations contre les femmes, soient punis.

Les compensations et réparations : La justice ne devrait pas être seulement théorique. Elle doit donner lieu à des réparations et compensations financières et matérielles. Les réfugiés ont souhaité « qu'un bilan soit fait de tout ce qu'ils/elles ont perdu, afin que des dédommagements conséquents soient décidés en leur faveur ».

Le maintien des transformations sociales : Les réfugiés, hommes et femmes confondus, ont souhaité que l'État contribue à conserver les changements sociaux observés pendant l'exil. Le traitement égalitaire de tous les réfugiés, quelles que soient leurs classes sociales ou ethnies, dans l'accès aux services des camps (tous en rang, premier venu premier servi…) aurait, semble-t-il, semé les germes d'une cohabitation plus équilibrée entre les différents groupes présents. Il faut noter enfin qu'il existe dans les camps des partisans du non-retour. Un certain nombre de réfugiés ont en effet indiqué « qu'ils ne rentreraient jamais ». Il y avait dans ce groupe, un profond doute quant à la sincérité des acteurs à poursuivre la paix, et/ou quant à la disponibilité des ressources nécessaires pour remplir les conditions ci-dessus. D'autres ont carrément avoué qu'ils n'avaient aucuns moyens de survie au pays avant la crise, et qu'entre « pauvreté extrême » et exil forcé, ils préféraient encore l'exil…

Articles issus des déchets plastiques transformés par les femmes du camp de Goudebo au Burkina

Genre & Développement Local: Appui aux programmes de Sécurité Alimentaire (Suite)

Pour atteindre l'objectif visé, ONU Femmes a initié un certain nombre d'activités de renforcement de capacités à l'endroit non seulement des partenaires directs du FBSA mais aussi des bénéficiaires et autres acteurs tels que les services déconcentrés de l'Etat.

Ainsi des séries de formations ont été animées dans les 02 régions d'exécution : Kayes et Koulikoro. Les modules de formation portent essentiellement sur : l'Intégration du concept Genre dans le Développement Local, les Plans, Programmes et Projets de développement ; la Planification et Budgétisation Sensibles au Genre ainsi que les notions de Genre & Sécurité Alimentaire.

Les résultats recherchés sont d'outiller chaque partenaire d'exécution à mener une analyse Genre de son projet. Pouvoir aligner son plan d'actions en fonction des grandes orientations de la Politique Nationale Genre du Mali. Les modules de formation ont donc porté sur des analyses et études comparatives afin d'identifier les défis et enjeux Genre et proposer des plans d'actions correctives dont la mise en œuvre est appuyée techniquement et financièrement par ONU Femmes.

En plus des formations, ONU Femmes a également appuyé les structures partenaires à mettre en place un mécanisme de suivi avec une matrice sexo-spécifique. Cet outil a ainsi permis aux différents partenaires d'avoir une Baseline – dresser la situation de départ en termes de genre afin de mieux apprécier son évolution dans le temps. Des indicateurs de mesures pertinents ont aussi été déterminés pour faciliter un rapportage genre sensible.

Ainsi, après deux ans de mise en œuvre et l'évaluation faite à mi-parcours du programme, certains résultats peuvent déjà être constatés. Il a été rapporté par les évaluateurs indépendants que les séries de formation ont favorisé une meilleure prise en compte de la dimension genre par les partenaires FBSA, chose qui est traduite entre autre par une amélioration de la représentativité des femmes au sein des organes de gestion communautaires. Aussi, il a été constaté un meilleur taux de participation des femmes aux différentes activités ce qui a été favorisé par une planification genre sensible- la prise en compte prise en compte effective du calendrier et autres responsabilités familiales et sociales des femmes dans le planning.

La jeune Nana DIABY, sur les pas de Oprah WINFREY

«Aptitude à travailler sous la contrainte des délais et des résultats en faisant preuve d'initiative, de dynamisme et de pro activité» tels sont les descriptifs choisis par la jeune Nana Diaby pour illustrer les qualités sur son curriculum vitae. Qualités déjà bonnes mais encore très modestes pour tous ceux qui connaissent l'interessée. Car le dynamisme, la motivation et la proactivité de NANA sont aux services de tous, quotidiennement mis à profit pour stimuler en chacun de nous, le meilleur de nous-même.

Inspirer les autres afin de contribuer à un futur meilleur pour la prochaine génération sont les motivations de Nana Diaby. Dédiée à servir, elle vient de lancer le PHIPHI SHOW, un talkshow mensuel diffusé sur les ondes de la Chaine Nationale ORTM, et dont ONU Femmes avait déjà eu un avant-goût lors du Panel « Paroles de Filles » organisé dans le cadre du Lancement de la Campagne Beijing+20 au Mali. C'était en novembre 2014, où Nana Diaby avait réussi un coup de maitre avec sa vidéo sur la confiance en soi, éveillant ainsi l'espoir dans toute une salle particulièrement chez les femmes, qu'elle a su galvaniser et valoriser à s'accepter et se relever face aux pesanteurs socio-culturelles.

Plateau de PHIPHI SHOW. *Crédits : Phiphi+*

C'est donc dans le souci de poursuivre avec cet objectif d'inspiration et de motivation de ses autres soeurs que la jeune femme entrepreneur, munie d'un Master en Management et Stratégies d'Entreprises, avec quelques années d'expérience pratique dans le domaine de la Communication, décida de devenir un Coach Certifié en Management de soi et Développement personnel. En d'autres termes, Nana Diaby, du haut de ses 29 saisons, a décidé de consacrer sa vie au développement d'autrui, offrir des cadres de dialogue et d'échanges avec ses compatriotes à travers des processus

«... Je suis persuadée que chacun de nous a quelque chose de positif en lui-même, qu'il faut développer. Donnons nous la main aulieu de nous diviser pour avoir un Mali meilleur...» - Nana Diaby

stimulants et créatifs qui inspirent et motivent. Lancée en Mars 2015, PHIPHI SHOW, une production de l'Agence de Communication PHIPHI+, vise principalement à la Promotion du Leadership, le développement personnel et professionnel de la nouvelle génération. Pour Nana Diaby, ceci est une façon de contribuer à l'édification de sa patrie confrontée à des moments difficiles. Même si les jeunes constituent la première cible de l'émission, nous avons tous quelques choses à apprendre des débats offerts qui sont de vrais vecteurs de sensibilisation et d'échanges sur les sujets de société, offrant aussi des opportunités d'éducation citoyenne.

Le talent de Nana n'est pas seulement reconnu au Mali mais à l'echelle mondial et les uns et les autres ne seront pas surpris de la voir occuper le plateau des grandes chaines multinationales d'où le sobriquet d' « Oprah Malienne » déjà aimablement octroyée à la Jeune Nana. Vœux qui risqueraient de se réaliser plutôt que prévus avec ce séjour de six (06) mois que notre Nana mène actuellement aux USA. En effet, notre VIP Genre, participe présentement aux programmes de l'initiative YALI (Young African Leaders Initiative Network) du Président Américain Barack Obama, qu'elle fera suivre d'une formation pratique avec le Géant mondial Discovery. Questions de parfaire ses compétences, pour la joie de vivre de nous tous : nouvelle et ancienne générations du Mali.

Le Ministre de l'Intérieur & de la Sécurité déterminé à mettre un terme aux VBG

Le Général Sada Samaké, M Le Ministre de l'Intérieur et de la Sécurité (droite) avec le Représentant Résident ONU Femmes.

Dans le cadre de son partenariat stratégique avec la Police Nationale, Dr. Maxime Houinato, Représentant Résident, était à la tête d'une délégation pour une visite de courtoisie au Général Sada Samaké, Ministre Malien de l'Intérieur et de la Sécurité. C'était le 7 Mai 2015.

La Police Malienne, sous la houlette du Ministre de l'Intérieur et de la Sécurité, a noué un partenariat avec ONU Femmes dans le but d'endiguer les violences basées sur le Genre (VBG). Un phénomène d'abus et de dénis de droits, qui cause handicapes et traumatismes à nombre de femmes les empêchant ainsi de contribuer au développement national.

En effet, plusieurs formes de VBG sont reportées au Mali. Il s'agit principalement des violences sexuelles, physiques, séquestration, psychologiques, économiques, denis d'activités; saisie abusive de biens, etc. A ces types de violences s'ajoutent des pratiques traditionnelles néfastes aux filles tels que les mariages précoces, les mariages forcés, les mutilations génitales, etc.

Cette visite visait à renforcer la collaboration de ONU Femmes avec les forces de Sécurité Maliennes. Tout en félicitant le Général Sada Samaké pour sa disponibilité, son soutien personnel et institutionnel pour la cause des femmes, le Représentant Résident a félicité le département pour les progrès réalisés dans le cadre du partenariat entre les deux institutions.

Depuis 2013, ONU Femme appui la Police dans la sensibilisation et la lutte contre les VBG. Avec un financement des Pays Bas, plus de 120 millions de Francs CFA ont été investis pour la mise en place et le fonctionnement d'une ligne verte et les activités de renforcement des agents des forces de sécurité (Police, Gendarmerie et Gardiens de Prison) en matière de Genre, les règles et principes de la lutte contre les violences faites aux femmes et filles dans le contexte civil, mais aussi en temps de conflits.

Opérationnelle depuis mars 2014, Ligne Verte (**N° 80333 = numéro de téléphone gratuit)** couvre l'ensemble du territoire national. Elle offre principalement des services d'orientation, de secours, d'accueil et d'appui conseil aux survivantes de VBG. En neuf mois de fonctionnement (entre mars et décembre 2014), le Centre de Traitement des Appels avait enregistré plus de 2500 appels, dont 25% de cas avérés de VBG.

En plus de l'appui des Pays Bas, la Police Nationale bénéficie également cette année d'un appui supplémentaire de 98 millions de Francs CFA, financement du Japon, qui sera particulièrement investi dans le cadre du renforcement des effectifs dans la Région de Gao.

Vu le contexte de post crise que connait le Mali, des sessions de formation et de vulgarisation des textes nationaux et internationaux portant sur les droits des femmes et les mesures de répression des actes VBG en situation de conflit seront aussi organisées. Ce volet est envisagé avec la police, en complément du partenariat déjà en cours entre ONU Femmes et l'Armée Malienne.

Pour sa part, le Ministre Sada Samaké a tenu à saluer l'initiative de la visite. Il a réitéré l'engagement des plus hautes autorités du Mali pour l'égalité des droits fondamentaux entre hommes et femmes. En fin de propos, le Général a souligné la bravoure de la femme en uniforme, son héroïsme et son engagement sans faille sur le terrain auprès de ses frères d'armes hommes. Des actes qui lui sont souvent rapportés, mais malheureusement pas toujours reconnus, ni valorisés. Pour le Général, plus de sensibilisation et de renforcement des capacités sur le Concept Genre devrait être fait à l'endroit des agents eux mêmes pour une meilleure autonomisation et valorisation de la Femme en uniforme. Il s'agit surtout d'u ne plus grande implication des hommes pour la cause des femmes.

Appui au renforcement de la résilience dans le Sahel rural
ONU Femmes accompagne les femmes rurales maliennes en gestion d'entreprise, suite à l'installation d'unités écosensibles de transformation de produits agricoles.

ONU Femmes accompagne les femmes rurales du Mali à prendre en main leur destin à travers une transformation du paysage économique et social pour soutenir la résilience dans un contexte de Changement Climatique et d'insécurité alimentaire.

Le Programme «Appui à L' Autonomisation Economique des Femmes Rurales du Mali dans le Contexte de l'Insécurité Alimentaire et du Changement Climatique» est une initiative conjointement mise en œuvre par ONU Femmes et la FAO avec l'Appui du Royaume de la Suède (environ 1,5 milliards CFA) depuis mars 2013.

Défis Femmes & Agriculture au Mali

Au Mali, l'agriculture demeure la principale activité des femmes, qui constituent 51% de la population, mais 80% des pauvres. 78% des femmes vivent en milieu rural et assurent plus de 70% de la production alimentaire. Environ 48% de femmes pratiquent l'agriculture sans avoir aucun contrôle sur les ressources .

Au-delà des difficultés d'accès des femmes aux ressources économiques, l'expérience d'ONU Femmes dans la zone du sahel confirme également plusieurs autres défis liés à la gestion des entreprises, aux chaines d'approvisionnement continue en matières premières, à la gestion des stocks et l'accès aux marchés national et sous régional.

Les Solutions apportées par ONU Femmes

Dans le souci de pallier aux facteurs défavorables à l'émergence économique et sociale des femmes, le programme porte essentiellement sur la mise à disposition d'unités modèles de transformation et de commercialisation des produits agricoles, dans trois régions du Mali (Koulikoro, Ségou et Mopti) et dans la périphérie de Bamako.

Avec le concours de l'AMADER , 13 unités-pilotes de transformation et de séchage de produits locaux, toutes utilisant des sources d'énergies renouvelables, ont été installées, avec le concours d'organisations locales telles que : ACTION MOPTI, APROFEM et CARP MALI, en collaboration avec les associations et coopératives des femmes des zones concernées.

En plus de la technologie novatrice apportée, un autre focus du programme constitue le renforcement des capacités des femmes rurales en gestion d'entreprises, y compris le traitement et la tenue correcte des documents comptables, et en techniques de marketing et de commercialisation. Il s'agit pour ONU Femmes et ses partenaires d'assurer la durabilité de ces investissements et de garantir une autonomisation économique aux femmes, dans un environnement difficile où des crises successives éprouvent l'approvisionnement en matières premières, et où il existe une déconnection croissante entre les productions rurales et les habitudes alimentaires urbaines.

Les Impacts visés

Installations d'équipements dans l'Unité de Simidji
Crédits : ONU Femmes

Le programme vise à réduire les facteurs entravant la profitabilité et la durabilité des unités de transformation, en développant les opportunités d'écoulement des produits sur les marchés nationaux et sous régionaux, car les ventes des jus, céréales séchées, confitures et autres conserves manufacturées tardent à émerger au-delà du seul marché local du fait de l'inadéquation de l'offre par rapport à la demande, notamment urbaine.

Une session de formation à Baguinéda animé par l'expert Sidiki Konaté. *Crédits : L. Sanogo | ONU Femmes*

Dans le contexte du Mali, pays membre des communautés économiques de la CEDEAO et d'UEMOA avec un marché ouvert, favorisé par les législations régionales et une infrastructure routière en développement ; la compétitivité des produits est également un critère important dans cet effort d'efficacité structurelle.

Des femmes de l'Unité de transformation de Simidji en production

La rentabilité des unités de production devient ainsi intimement liée aux standards et normes de production observées, à la capacité des acteurs locaux à satisfaire les demandes et attentes des clients qui ne sont plus considérés sur les seules bases locale ou nationale, mais plutôt sur le plan régional, voir international. Ceci explique que, pour ONU Femmes et ses partenaires, en plus des activités de formation, des opportunités d'accès aux marchés par la valorisation de filières porteuses ont constitué une priorité : Dans le moyen terme, il s'agit par exemple de supporter les efforts des unités économiques concernées à s'inscrire dans la chaine d'approvisionnement de grands groupes alimentaires régionaux, et à entreprendre par elles-mêmes des négociations commerciales, mais aussi politiques dans le sens de l'amélioration de l'environnement des affaires pour les femmes entrepreneurs, particulièrement celles évoluant dans le domaine rural.

A cette première expérience soutenue par la Suède, ce programme qui veut s'inscrire dans la stratégie de résilience au Sahel, sera répliqué au Mali, dans le cadre du renforcement des collectivités locales, un appui ONU Femmes à la politique nationale de décentralisation.

Café Genre « Musow Bulon » Femmes, Paix & Sécurité (Suite)

Quant au Directeur Résident du NDI, M. Badié Hima, il a dépeint la situation de la représentativité politique et citoyenne des Femmes au Mali et salué les nombreux efforts consentis par les femmes. M. Hima les a encouragé à encore plus d'ardeur et d'audace. Pour lui: « les femmes doivent se former et s'informer et avoir confiance en elles, pour arracher la place qui est leur revient ».

Pour sa part, le Représentant Résident de ONU Femmes a salué la bravoure des femmes maliennes qu'il a reconnu en ces termes : ***« Les maliennes sont des braves femmes, elles sont des patriotes, d'actives citoyennes capables. Si on leur donne l'opportunité, elles deviennent actrices et bâtisseurs d'une société émergente, sécurisée et paisible, et cela à tous les niveaux »***. Il a aussi rappelé l'objectif visé par ce Forum, Café Genre qui se veut un espace de dialogue et de réflexion, une plateforme d'échanges de haut-niveau entre toutes les parties prenantes, d'où l'invitation lancée et la présence d'acteurs gouvernementaux, d'élus dont des députés à l'Assemblée Nationale, leaders religieux et d'autres décideurs nationaux et locaux et des acteurs de la société civile. Il exhorta les femmes à aborder la thématique sans détour autour de la problématique genre, femme, paix et sécurité : le cas du Mali, le vécu par les femmes qui ont été de tous les fronts depuis l'avènement de la crise en 2012.

Mme Traoré, Nana Sissako, a rappelé les nombreuses initiatives prises par les femmes dans le cadre de l'apaisement de la crise et ce dès les premières heures. Elle invita les femmes à encore plus de persévérance et de solidarité d'actions.

Les débats ont été vivement animés, les femmes ont procédé à des analyses et autocritiques et invité les unes et les autres à plus d'engagement et de synergie d'action, de formation et d'information, particulièrement avec les femmes à la base, celles dans les zones rurales et périphériques de Bamako. L'assemblée a tenu à saluer l'initiative et à souhaiter à ce que ONU Femmes provoque encore d'autres foras pour approfondir les réflexions et permettre une prise de décisions et d'actions concrètes. Cet appel a été bien accueilli par ONU Femmes, comme, en témoignent les nombreuses autres actes posés tout au long de ce trimestre par rapport à la problématique de l'implication des femmes maliennes au processus de Paix. (Vous pourriez en lire davantage dans ce numéro).

L'Honnorable Bakary Salia Diarra (Député à l'Assemblée Nationale) intervenant lors du Forum. *Crédits : Z. Fomba | ONU Femmes*

Représentation ONU Femmes Mali
Badalabougou-Est - BP 120 - Bamako-Mali

Tel : (+223) 20 22 21 24 / (+223) 75 99 79 42
mali.courrier@unwomen.org

www.unwomen.org
https://twitter.com/onufemmes
https://instagram.com/UNWomen/
https://www.facebook.com/unwomen
https://www.youtube.com/user/UNWomen
www.unwomenwestandcentralafrica.com/mali.htlm